

Rejoignez-nous sur le site

www.alyammagazine.com



الأيام

AL AYAM

الاقتصادية
(أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦)

1000 L.L

N° 111 - Juin 2017

Fondé en 1966 par Wafic El Tibi

Pas de printemps pour l'économie tunisienne

Henri Louis VEDIE, Professeur émérite d'économie (Groupe HEC)



Ce que certains ont appelé le « printemps arabe » est surtout l'événement venu de Tunisie, au début 2011, lequel avait suscité à l'époque de nombreuses espérances, non seulement en Tunisie mais aussi dans plusieurs pays arabes, comme en Égypte et en Libye. L'objet de cet article est de voir, cinq ans après, comment en Tunisie cet événement s'est traduit sur le plan économique, sachant qu'avant 2011 ce pays connaissait une des économies les plus performantes du Maghreb.

Pays ayant quelques atouts - quelques ressources en gaz et en phosphates, tourisme, agriculture, main d'œuvre qualifiée, proximité du marché européen avec un accord d'association avec l'Union européenne... - la Tunisie a vu son économie déclinée au point que l'on peut dire que les événements de 2010-2011 sont loin d'avoir été un printemps économique.

Si on s'en tient aux seules années 2014-2016 les principaux indicateurs

sont dans le rouge et, surtout continuent pour la plupart d'entre eux à se dégrader. Concernant la croissance, elle était de 2,2% en 2014 et n'atteint que 1,3% en 2016. L'inflation est toujours aux alentours de 8% en 2016 et le solde courant reste négatif à 8%, même si il se réduit d'un point par rapport à celui de 2014. Enfin dans le domaine budgétaire, la situation est encore davantage dégradée avec un déficit important et une dette publique atteignant 4,5% du PIB pour le déficit et 59% du PIB pour la dette. Certes les prévisions 2017 sont, à l'exception de l'inflation, légèrement améliorées -2,5% de croissance, -3,6% de déficit budgétaire, -6,9% de compte courant déficitaire et 58,9% du PIB pour la dette publique. Mais l'inflation progresserait encore en 2017, assez légèrement (0,2%) mais suffisamment pour accentuer la crise sociale.

Aussi, c'est malheureusement sans surprise que

nous avons appris en février 2017 que l'agence de notation FITCH avait décidé d'abaisser la note de la dette tunisienne. Les raisons de cette dégradation sont intéressantes et montrent bien la difficulté actuelle de l'économie tunisienne. On peut les regrouper autour des trois points suivants :

- La situation du tourisme tout d'abord avec une chute de l'activité qui conforte un contexte général de risques élevés pour la sécurité ;
- Un contexte général peu favorable à la croissance et à la reprise économique ;
- Un ralentissement des investissements ;
- Des mouvements sociaux nombreux et la multiplication des grèves.

À cela il faut ajouter l'instabilité politique avec de trop fréquents changements de gouvernement et une situation dangereuse sur le plan sécuritaire au point où le président de la République Béji Caïd Essebsi, qui a près de 91 ans, a dû confier début mai aux militaires la mission de protéger les sites de production des ressources pétrolières et minières, les grands axes routiers et les zones touristiques susceptibles d'être bloqués par des grèves et des manifestations.

Dans ces conditions, la situation budgétaire est très difficile et conduit le pays à devoir continuer à emprunter sur les marchés étrangers l'équivalent de 7% de son PIB pour faire simplement face à ses échéances et à ses besoins budgétaires. Soulignons au passage que la dégradation de FITCH complique et

vient renchérir les conditions de financements de cet emprunt.

À ces difficultés économiques viennent s'ajouter le maintien de fortes inégalités sociales et géographiques et une économie trop dépendante d'une agriculture qui tarde à se moderniser.

C'est pourquoi, le prétendu « printemps » politique n'est pas celui de l'économie tunisienne. Certes la situation économique semble devoir se stabiliser en 2017 et 2018, avec des taux de croissance attendus aux alentours de 2,5%, mais ce taux s'il se confirmait resterait insuffisant pour assurer la paix sociale qui est seule garante de la reprise pérenne des investissements. Plus de 630 000 chômeurs attendent toujours qu'on leur fournisse un emploi.

En tout cas, la crise est d'abord politique ce qui permet d'affirmer que le pays ne peut attendre de l'étranger les solutions qui dépendent d'abord de la remise en marche des institutions du pays. Sollicités par une délégation tunisienne conduite par le président Essebsi, les dirigeants des pays du G7 sont restés dans une prudente expectative lors de la rencontre de Taormina, en Italie, les 26 et 27 mai derniers. Comme le notait une récente livraison de l'hebdomadaire Jeune Afrique, « depuis 2011, la Tunisie a épuisé neuf gouvernements sans que les choses ne changent en profondeur ».

De fait, la transition est bloquée et, avec elle, toute la Tunisie.

Le Liban face à la crise des réfugiés syriens : des scénarios inquiétants

La Syrie est en proie à la crise humanitaire la plus importante du XXI^e siècle. Près de la moitié de la population de ce pays a fui les combats : 6,6 millions de personnes se sont déplacées dans le pays et 4,9 millions ont passé les frontières. Ces réfugiés se sont essentiellement répartis dans les pays voisins, notamment chez nous, au Liban.

Ce petit pays de 4,5 millions d'habitants a officiellement accueilli 1,011 million de personnes et probablement bien plus si l'on compte les réfugiés qui ne sont pas recensés. C'est comme si l'Australie accueillait 5 millions de réfugiés, la France 15 millions, les États-Unis 80 millions ou encore l'Union européenne 120 millions...

À ce niveau, ce sont toutes les infrastructures, la

santé, l'éducation du pays qui sont déstabilisées. Et, dans un pays multiconfessionnel comme le Liban, les équilibres politiques sont aussi menacés.

Quels scénarios peut-on dessiner quant à l'avenir de ces réfugiés au sein de la politique libanaise ? Nous nous sommes penchés sur cette question dans le cadre d'une étude réalisée en 2016.

La méthode suivie avait pour objectif de produire des scénarios contrastés à moyen terme (2030) dont un scénario « souhaitable » et à identifier le chemin à suivre, y compris les écueils à éviter, pour parvenir à ce dernier. Nous avons ainsi abouti à trois scénarios alternatifs, que nous avons respectivement intitulés « Phœnixia », « Sarajevo Beach » et « Boot Camp ».

Curieusement, l'exercice n'a permis l'émergence que de scénarios plus ou moins « sombres

», dont la désirabilité fluctue en réalité au gré des intérêts des parties prenantes concernées.

Possible renaissance libanaise

« Phœnixia » se fonde sur l'hypothèse d'une diminution du nombre de réfugiés et d'un pouvoir central fort. Ce scénario envisage

un Liban qui se laïcise progressivement et se développe sous l'impulsion de bailleurs de fonds qui conditionnent leur aide financière à une plus forte intégration des réfugiés syriens.

Pour apprécier les enjeux de ce scénario, il faut savoir que 17 communautés religieuses coexistent au Liban. Suivant le Pacte national



de 1943, un accord non-écrit, reconnu traditionnellement comme la charte constitutive du Liban, elles se répartissent les postes politiques et administratifs dont les plus hautes charges de l'état, selon des critères bien précis dont le poids démographique.

Suite page 4

Nécessité du protectionnisme

Dr Charles Saint-Prot, Directeur général de l'OEG

La polémique sur l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (CETA) de Trudeau qui est le temple de l'ultralibéralisme, le Brexit noté par le peuple britannique, l'élection de Donald Trump aux États-Unis, la campagne présidentielle française qui a vu les divers candidats antimondialisation recueillir près de 50% des voix, et bien d'autres événements ont permis d'ouvrir le débat sur la montée en puissance de l'idée protectionniste face au fantasme de la mondialisation et ses méfaits. De fait c'est le dogme libre-échangiste qui est en cause. Du même coup, beaucoup retrouvent les mérites de l'État-nation protecteur.

En réalité, la crise commencée en 2008 a été une crise de la mondialisation et seuls les nigauds qui impriment la pensée unique régnant au sein de la bureaucratie eurocrate, véritable laboratoire des savants fous de la mondialisation, ont continué à chanter les mérites de la prétendue « mondialisation heureuse » et répéter comme des perroquets la doxa libre-échangiste.

L'idéologie libre-échangiste a conduit à la crise

L'idéologie libre-échangiste mondialiste s'est répandue dans des organisations contre l'eurocratie de Bruxelles ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC) créée en 1994, pour le plus grand profit des multinationales et de quelques pays prédateurs. L'économiste Maurice Allais (m. 2010), Prix Nobel d'économie, a magistralement dénoncé les « tabous indiscutés dont les effets pervers se sont multipliés et renforcés au cours des années ». Il a démontré que la mondialisation détruit les emplois et la croissance et, en niant systématiquement le rôle des États, engendre l'instabilité et le désordre. Dans un entretien publié dans la revue gaulliste « Une certaine idée » fondée avec le cher Philippe Séguin, Maurice Allais me déclarait : « L'ordre nouveau qui nous est ainsi proposé n'est en substance que laisser-fairisme, et il est dépourvu de toute régulation réelle. Cette évolution s'est produite sous l'influence de plus en plus dominante des sociétés multinationales américaines, puis, à leur suite, des sociétés multinationales du monde entier. Ces sociétés multinationales disposent d'énormes moyens financiers et elles échappent à tout contrôle. Elles exercent de fait un pouvoir politique exorbitant. Au nom d'un pseudo-libéralisme, et par la multiplication des dérèglementations, s'installe peu à peu une espèce de chienlit mondialiste : le laisser-fairisme... L'OMC a adopté le nouveau credo, indiscuté dans toutes les grandes organisations internationales, qu'il s'agisse de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international ou de l'Organisation de coopération et de développement économique. C'est le credo d'un libre-échangisme mondial impliquant la disparition de tout obstacle aux libres mouvements des marchandises, des services et des capitaux. »

Selon le prestigieux économiste, l'idéologie libre-échangiste de la mondialisation « a fait d'innombrables victimes dans le monde entier. Pour une raison simple, empiriquement vérifiée : la mondialisation généralisée des échanges, entre des pays caractérisés par des niveaux de salaires très différents, entraîne finalement partout, dans les pays développés comme dans les pays sous-développés, chômage, réduction de la croissance, inégalités, misères

de toutes sortes. »

Ce diagnostic est aujourd'hui repris par l'économiste Jacques Sapir qui affirme dans l'ouvrage « Le protectionnisme et ses ennemis » (éd. LLL et Monde diplomatique, 2012) que l'ouverture des économies à la concurrence internationale ne produirait des effets bénéfiques que si cette concurrence était juste, « c'est-à-dire si elle met aux prises des projets entrepreneuriaux et non des mécanismes de dumping salarial, social ou fiscal ». Ce qui n'est évidemment pas le cas puisque le système du laisser-faire laisser-passer - c'est-à-dire les délocalisations, les travailleurs détachés, la saturation des marchés par des denrées médiocres produites à bas coût... - ne profite qu'à petit nombre de grandes firmes prédatrices.

Par conséquent, selon Sapir, le retour du protectionnisme est vital pour des économies anémiées, notamment celle de nombreux pays occidentaux. Ainsi, le protectionnisme ne serait pas l'épouvantail agité par les chantes de la pensée unique et les gogos qui adoptent toutes les idées à la mode avec une rare constance dans un suivisme aveugle qui leur tient lieu de réflexion.

Une légitime protection

La mondialisation postule la fin du politique, c'est-à-dire nie la possibilité qu'ont les hommes de peser sur leur destin. En fin de compte, parce qu'elle propose une vision eschatologique, la mondialisation est l'antihumanisme contemporain. Dès lors, il est indispensable de rétablir une légitime protection.

Par exemple, si l'on considère que l'Union européenne « telle qu'elle existe de manière institutionnelle ne remplit aucune des conditions pour entamer une rupture avec la globalisation », il faut rechercher des solutions innovantes. Tel est l'objet du protectionnisme qui, selon Maurice Allais, a pour véritable fondement, pour justification essentielle et pour nécessité, « la protection nécessaire contre les désordres et les difficultés de toutes sortes engendrées par l'absence de toute régulation réelle à l'échelle mondiale ».

Certes, il ne s'agit pas de s'isoler et de dresser des barrières, mais simplement de constater que le protectionnisme entre pays de niveaux de vie très différents est non seulement justifié, mais nécessaire. C'est en particulier le cas à propos de la Chine, « avec laquelle il est absurde d'avoir supprimé les protections douanières aux frontières ». Mais c'est aussi vrai avec des pays plus proches, y compris au sein même de l'Union européenne. En effet, il est notable que le dumping salarial ne concerne pas seulement la Chine, l'Inde ou d'autres pays émergents mais aussi des pays membres de l'Union



européenne puisque, affirme Jacques Sapir, « l'on constate un très fort avantage compétitif des nouveaux entrants... L'élargissement de l'Union européenne de 15 à 27 pays membres a joué un rôle considérable dans la pression qu'exerce la globalisation sur l'économie française. Les pays de l'ancienne Europe de l'Est ont la possibilité d'exporter sans barrières vers les pays du noyau historique de l'Europe. » Un État qui a le souci de l'intérêt national ne peut céder aux ukases de l'idéologie dominante en excluant les mécanismes propres à assurer la protection de ses citoyens. Il a surtout le devoir de comprendre que ce qu'on appelle la mondialisation n'est pas le progrès ou l'évolution somme toute naturelle des échanges. C'est une idéologie dont il faut bien comprendre les aspects essentiels. La mondialisation est avant tout une légitimation de l'économisation des sociétés aux dépens de tout le reste. C'est le triomphe de l'idéologie ultralibérale selon laquelle tout est marchandise comptable. Plus que l'emballage des échanges à la fin du xxe siècle grâce aux nouvelles technologies de communication et d'information, le fait marquant est que la mondialisation présente un caractère très dogmatique, monolithique et uniforme. Elle est la résultante du système qui s'est mis en place sous l'impulsion d'idéologues néolibéraux dont le plus célèbre est Friedrich August Von Hayek, fondateur de la société du Mont-Pèlerin qui se consacre à la promotion de l'idéologie néolibérale préconisant un système économique libéré de toute règle et visant à abandonner toutes les mesures de solidarité sociale.

Ayant inscrit comme premier commandement de ses Saintes Écritures le principe de la dérégulation, la mondialisation libérale vise à recomposer le monde suivant les seuls critères de profit et de rentabilité en ignorant délibérément les conséquences humaines (le coût social, l'environnement...). Du coup, elle s'accomplit d'une manière sauvage tant il est vrai que le propre du sauvage est de privilégier le court terme (« je veux, je prends ») et d'être incapable

de se projeter dans l'avenir. C'est, finalement, un processus qui a des impacts très négatifs sur les peuples: primauté absolue de la pensée chrématistique au détriment de toute recherche de l'intérêt général, élargissement du fossé Nord-Sud, démantèlement des économies nationales, catastrophe écologique, nivellement culturel, arrogance des firmes transnationales, tentatives d'institutions comme le FMI ou la Banque mondiale à se substituer à la politique des États qui sont les garants du bien commun (v. mon livre « L'Etat-nation face à l'Europe des tribus » aux éditions du Cerf).

Défendre le bien commun

Nos civilisations méditerranéennes, catholiques, orthodoxes et musulmanes reposent sur le principe que le bien commun –le bien public, l'utilité publique, l'intérêt général, dans sa version moderne, ou encore la maslaha du droit islamique– est la raison d'être de l'État qui a pour mission d'assurer la protection des citoyens contre les égoïsmes des intérêts particuliers. La tradition commune de nos civilisations, c'est que l'homme est un animal social, et la société suppose un bien commun. Or, il existe une antinomie cruciale entre l'idéologie libérale et le bien commun supérieur aux intérêts particuliers dont il n'est certainement pas la somme.

De nos jours, on constate une forte opposition entre les modèles français et anglo-saxon. Dans la conception anglo-saxonne, celle du libéralisme laisser-fairiste, l'intérêt général n'est recherché qu'inconsciemment, toujours par le biais de la recherche de l'intérêt particulier. Précisément le protectionnisme a pour but de sauvegarder le bien commun face aux dérives de l'idéologie libre-échangiste qui n'est jamais que la loi du plus fort, celle du libre renard dans le libre poulailler. Une fois encore, tout est question de volonté et de courage politique et, sur ce point, il n'y a pas lieu d'être optimiste...

L'économie Russe après le sommet Macron - Poutine

La Russie est sortie de la récession au second semestre 2016.

Le rapport entre la formation des revenus et celle de l'offre (biens et service) sur le marché intérieur, tel qu'il a été atteint à l'automne 2016, a créé des conditions qui ont été très favorables pour le début de la reprise de la croissance.

C'est ce qui a été constaté, en particulier sur ce carnet, dès le début de l'automne. Cette situation a commencé à se manifester dans le secteur manufacturier. On avait remarqué dès le second semestre de 2016 la croissance relativement forte de l'industrie alors que le secteur des services était bien moins affecté par ce processus.

Les rythmes de croissance au quatrième trimestre 2016 étaient du niveau en mesure de fournir une tendance positive pour l'année 2017, et ils ont conditionné les prévisions réalisées à la Banque Centrale de Russie et dans les services du gouvernement. Ces chiffres expliquent les bons résultats du 2ème semestre, mais aussi la réévaluation des résultats pour 2016 dont le PIB est désormais crédité de -0,2% alors que les premières mesures, qui n'intégraient pas encore tous les résultats du 4ème trimestre, faisaient état d'une récession de -0,5% / -0,8%.



Cependant, au début de 2017 cette tendance ne s'est pas poursuivie. On constate que l'accélération de la croissance tout au long de la chaîne de l'économie, avec en particulier les effets d'entraînement qui normalement devraient se manifester de l'industrie vers le secteur des services, n'a pas encore eu lieu. Si la croissance semble se poursuivre dans l'industrie manufacturière, hors extraction des hydrocarbures, et si les achats d'équipements (biens dits « de capital ») sont en forte croissance dans les importations, il n'y a pas encore de diffusion de cette situation dans le reste de l'économie. Il s'en déduit que la reprise économique continue d'être un point

critique de la politique économique. Ce thème va continuer d'alimenter les débats, aussi bien au sein des experts que dans les colonnes des journaux, pour le courant de l'été.

D'une manière générale, cette dynamique du début de l'année pourrait remettre en cause la réalisation de la croissance du PIB, croissance qui est pour l'instant estimée à 1,5% par la Banque Centrale de Russie et par le Gouvernement pour 2017.

Or, le gouvernement russe a fait du retour rapide à une croissance forte (égale ou supérieure à 2%) un de ses objectifs politiques. On doit donc s'attendre à ce que le débat sur la politique économique du gouvernement ne se cantonne pas aux experts et aux journalistes mais devienne un véritable débat politique au sein du gouvernement.

La forte baisse de l'inflation, et ses conséquences

Dans le même temps, la décélération de l'inflation a été spectaculaire. L'inflation est, au mois d'avril, tombée à 4,2% en taux annuel. La Banque Centrale de Russie (BCR) a donc pris acte du très fort ralentissement des anticipations inflationnistes, mais aussi du mouvement de réappréciation du rouble. Elle a baissé le taux directeur à deux reprises depuis mars, une fois de 25 points de base (0,25%) et une autre fois de 50 points de base (0,50%). Le taux de base est donc passé en quelques semaines de 10,00% à 9,25%.

Cependant, compte tenu du taux d'inflation actuel, la décision de la Banque Centrale de baisser son taux directeur ne doit pas être interprétée comme un assouplissement de sa politique monétaire. La politique de la BCR reste en l'état actuel extrêmement restrictive, avec un taux de base réel de 5,05% (9,25% - 4,2%). On le constate aussi en regardant les autres taux[3] qui, eux aussi, évoluent à la baisse, tout en restant à des niveaux très élevés. La politique de la BCR va donc rester restrictive non seulement pour maintenir le mouvement de baisse de l'inflation, ou du moins le stabiliser autour de l'objectif de 4%; mais aussi pour se prémunir contre de nouvelles spéculations sur le taux de change.

Il convient cependant d'expliquer l'optimisme, ou du moins ce qui est vu comme tel, des experts de la BCR en ce qui concerne la situation macroéconomique de la Russie. Cet optimisme se vérifie à la fois quant à l'évolution

du taux d'inflation que quand à l'évolution du taux de croissance. En ce qui concerne le taux d'inflation, ces experts sont relativement convaincus qu'il se stabilisera autour de 4% d'ici l'été (les estimations varient de 4,3% à 3,8%). Dans la mesure où les prix sont relativement prévisibles et où les entreprises contrôlent bien leurs coûts, ces estimations sont robustes, en l'absence de tout nouveau choc externe. C'est donc sur la croissance que l'optimisme de la BCR apparaît plus surprenant. La BCR estime toujours aujourd'hui que le taux de croissance sera supérieur à 1,5% en 2017, et elle avance le chiffre de 1,8% comme étant un chiffre probable. Or, en janvier dernier, elle



tablait alors plutôt sur une croissance de 1% à 1,2%. Le réajustement, sans être considérable, est cependant significatif. On a dit qu'il pouvait s'expliquer dans une certaine mesure par les bons résultats enregistrés au second semestre. Mais, les résultats plus mitigés du début de l'année 2017 vont-ils conduire la BCR à réviser une nouvelle fois ses estimations pour 2017?

Le débat sur ce point entre les experts de la BCR et ceux des différents centres de recherches de l'Académie des Sciences est important.

Les facteurs de croissance à court terme

Les experts de l'Académie des Sciences (dont beaucoup travaillent dans des structures en liaison directe avec les instances gouvernementales) insistent sur la nécessité de maintenir la hausse des revenus des ménages, la hausse des dépenses publiques, et le système de crédits bonifiés qui permet aux entreprises de tourner des taux d'intérêts qui restent extrêmement élevés. Si l'on regarde maintenant à plus long terme, la croissance ne pourra être maintenue à un niveau élevé que si des progrès en matière d'efficacité du processus d'investissement sont réalisés et si, d'une manière plus générale, la puissance publique (l'Etat fédéral mais aussi les autorités régionales) améliorent l'efficacité de leurs interventions économiques.

Mais, les mesures de court terme impliquent quant à elles une politique budgétaire expansionniste, et surtout que les recettes de l'Etat soient en constant accroissement. Il est vrai que le budget a été conçu pour un prix du pétrole autour de 40-44 USD par baril (indice BRENT), ce qui semble aujourd'hui excessivement pessimiste. Les dépenses du budget consolidé ont ainsi augmenté de 16,1% en glissement annuel. Les coûts de la sécurité sociale (principalement liés aux paiements des pensions) ont ainsi augmenté de 67%.

Cette augmentation a été liée à un paiement unique d'une somme de 5.000 roubles en janvier 2017 pour chaque retraité. Le financement des coûts des programmes de logement ont également augmenté de manière significative (+ 29%) ainsi que les subventions à l'économie nationale (+ 11%, dont 15% au réseau routier), alors que la croissance des dépenses de défense a été plus faible (+ 9%). On peut voir, dans la forte hausse des dépenses pour le soutien de

l'activité économique, le poids non seulement des programmes d'infrastructures, mais aussi des crédits bonifiés. Ce système est efficace indiscutablement, et les entreprises qui en bénéficient obtiennent des taux d'intérêts compris entre 3% et 7% contre 11% pour les meilleurs crédits dans le secteur « non bonifié », à comparer avec le taux d'inflation de 4,2%. Mais, il coûte cher au budget.

Le facteur qui aura une incidence la plus importante sur la dynamique de l'économie russe en 2017 sera indiscutablement l'expansion de la demande intérieure. De ce point de vue, la dynamique des salaires réels est intéressante. Mais, elle est portée essentiellement par le secteur privé. Les écarts de revenus s'accroissent entre le secteur public (fonction publique fédérale et régionale, entreprises semi-publiques) et le secteur privé.

Si la hausse des pensions et des retraites est un bon point pour l'expansion de la demande intérieure, cette hausse reste insuffisante pour avoir un impact significatif sur la demande. Pour autant, on note des indications nettes d'une volonté de la population d'augmenter ses achats de biens durables (automobiles, logements). Ce qui semble freiner cette volonté est le coût du crédit à la consommation ou au logement. L'extension à la population du système des crédits bonifiés n'étant pas pensable, cela implique que des pressions importantes soient faites tant sur la Banque Centrale que sur le système bancaire pour que les taux d'intérêts pour les ménages baissent autour de 4%-5% en termes réels.

Le gouvernement russe ne fera pas l'économie d'un débat sur la politique économique du pays. Il ne peut, aujourd'hui, se contenter de suivre la pente de la facilité et de l'orthodoxie monétaire, qui est celle qu'il a suivie depuis maintenant deux ans. S'il veut réellement que la Russie renoue avec une forte croissance, comme il l'a indiqué à de multiples reprises, il devra prendre des décisions fortes tant en matière de politique monétaire que de politique budgétaire, mais surtout il devra prendre ses responsabilités et ne pas se cacher derrière des « orthodoxies » professées par différentes institutions, ni se cacher derrière la Banque Centrale.

(Jacques Sapir)

Diner de l'AFACOM avec Vera el Khoury

Candidate présentée par le Liban au poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Vera el Khoury Lacoeyllhe a présenté son programme lors d'un diner organisé par l'Association des femmes arabes de la presse et de la communication (Afacom), à Paris le 18 juin 2017.

En présence de la sénatrice des Français de l'étranger Joëlle Garriaud-Maylam, d'universitaires, d'intellectuels et de journalistes membres de l'AFACOM, Madame Vera el Khoury a présenté sa candidature et a répondu aux questions des personnes présentes. Elle a dressé un bilan actuel de la situation de l'Unesco, de ses atouts, mais également de ses difficultés.

Selon la candidate libanaise, il est plus que jamais nécessaire que l'Unesco sache répondre aux défis contemporains que soulèvent l'éducation, l'accès à la culture et l'emploi. Elle a rappelé que, dans un monde évoluant très rapidement, l'Unesco devait répondre à ces nouveaux défis en opérant « sa propre révolution », notamment en matière de gouvernance et de hiérarchisation des projets à défendre.

Madame el Khoury a, en outre, répondu aux questions sur la présence des différents candidats représentant le monde arabe au poste de directeur général. L'ensemble de l'assistance s'est accordée sur le fait que ce serait un magnifique signe que l'Unesco puisse être dirigée par une femme en provenance du monde arabe, monde arabe dont c'est normalement le tour de présider aux destinées de la prestigieuse institution.

Selon la présidente de l'Afacom, Madame Zeina



el Tibi, les experts s'accordent à reconnaître que parmi les 9 candidats en liste la candidature de Mme el Khoury apparaît comme la plus

crédible aux observateurs car elle connaît bien les rouages de l'Unesco et elle présente le meilleur profil pour exercer la fonction.

Le Liban face à la crise des réfugiés syriens : trois scénarios inquiétants

Suite de la page 1

Ainsi, il est défini dans le pacte : « Aux maronites, la Présidence de la République, clef de voûte de la Constitution

promulguée en 1926, et le commandement de l'Armée ; aux sunnites, la Présidence du Conseil des Ministres ; aux chiïtes, la Présidence du Parlement ; aux grecs orthodoxes, la vice-présidence du Parlement ».

Dans ce cadre, le recensement de population effectués en 1932 continue à faire autorité. En dépit d'une modification évidente des équilibres, due notamment aux différentielles de fécondité, aucun nouveau recensement n'a été effectué pour ne pas remettre en question le pacte national. Or, l'intégration de centaines de milliers de réfugiés syriens appartenant essentiellement à la communauté musulmane sunnite est à même de briser le mythe d'un équilibre confessionnel maintenu.

Pour abolir cette menace, il semble logique de neutraliser le facteur religieux en laïcisant le système.

L'intégration des réfugiés syriens ne devrait plus alors poser problème dans la mesure où leur identité religieuse ne constituerait plus un enjeu politique. La réponse n'est évidemment pas aussi simple. En effet, les hommes politiques libanais tirent leurs prérogatives de la logique communautaire en place et le système actuel donne aux responsables religieux un pouvoir séculaire important en leur accordant une compétence exclusive sur toute question qui relève du droit relatif au statut personnel. Ces acteurs ne peuvent que s'opposer – avec un succès fort probable – à la suppression du système confessionnel envisagé par ce scénario.

Hausse des tensions

« Sarajevo Beach » se situe aux antipodes de « Phœnixia ». Il repose sur l'hypothèse d'un pouvoir central faible dépassé par l'augmentation du

nombre de réfugiés, aboutissant à une forte dégradation des conditions socio-économiques des migrants autant que des populations de régions-hôtes.

Cette situation accroît les tensions sécuritaires qui se manifestent déjà dans certaines régions, notamment dans la plaine de la Bekaa, provoquant une migration des réfugiés syriens vers des zones musulmanes sunnites libanaises qui leur sont plus favorables dans le nord du Liban. Loin de régler la question socio-économique, ce mouvement de population l'amplifie donc dans des zones précises, pour le plus grand bonheur des caïds locaux. En effet, depuis la guerre civile qui a ensanglanté le Liban entre 1975 et 1990, les milices du pays puisent dans les couches fragilisées de la population pour se constituer des troupes.

Cet afflux massif de recrues potentielles est donc à même de pousser certaines parties à la confrontation. Pour éviter que ce conflit ne débouche sur un nouvel exode massif de réfugiés vers l'Europe et les pays du Golfe, la communauté internationale devra alors intervenir pour faire du Liban un protectorat international, à l'image de la Bosnie-Herzégovine ou du Kosovo.

Le dernier scénario, « Boot Camp » est un scénario de type business as usual, dans lequel nous nous sommes bornés à prolonger la situation actuelle. Nous avons donc retenu l'hypothèse d'un nombre de réfugiés en baisse, mais d'un pouvoir central qui demeure faible et surtout, peu enclin à agir. Sur la durée, cette inaction mène inévitablement à une très forte dégradation de la situation : le Liban entre en récession, les foyers d'insécurité se multiplient, la crise sécuritaire se double d'une crise politique...

Pour échapper au chaos qui s'annonce, les élites économiques libanaises favorisent alors un coup d'État militaire destiné à éviter l'effondrement du pays et de leurs affaires. Les militaires prennent



le pouvoir et la communauté internationale, plus soucieuse de stabilité que de démocratie, les aident à redresser la situation.

Qu'apportent ces scénarios ?

Ces scénarios montrent clairement que le principal problème du Liban réside dans l'obsolescence de son système confessionnel et non dans la présence plus ou moins massive de réfugiés syriens que chaque courant politique tente, à sa façon, d'instrumentaliser.

Ce faisant, nous avons mis à mal un mythe circulant au Liban, celui d'une légendaire résilience des institutions libanaises, capables de faire face à toutes les crises.

Apparaît aussi une confirmation de nos projections : le Liban est seul. Son sort n'inquiète qu'en raison de ses conséquences sur le reste du monde : si ce pays sombre, les États voisins et l'Europe

doivent se préparer à un afflux massif de réfugiés, syriens... et libanais. Pour l'instant, l'Union européenne se contente de lui apporter une aide économique qui lui permet de tenir, mais pas de se développer ou même, de s'imaginer un avenir.

Clairément, la crise syrienne est un révélateur des dysfonctionnements profonds de la scène politique libanaise.

Abdel-Maoula Chaar, ESA Business School et Karim Medjad, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) (libnanews.com)



إحتيال و سرقة في المنتجات السياحية

ارتفاع جنوني للأسعار في رمضان

تتمة الصفحة ١

ترتفع بسبب زيادة الطلب، إذ إن هذه الزيادة يمكن تليتها بسرعة عبر الخطوط المفتوحة في هذا المجال مع سوريا، والبضاعة غالباً ما تأتي من هناك في أوقات ذروة الطلب.

ويشير الشامي إلى بعض السلع التي يُتوقع ارتفاع أسعارها لأسباب يكون العامل الرئيسي فيها ليس العرض والطلب، بل أسباباً بنويّة، فالبطاطا مثلاً تخضع للروزنامة الزراعية وبالتالي فإن البضاعة الموجودة اليوم في السوق هي المنتجة محلياً والمحمية بالروزنامة التي تمنع استيراد سلع مماثلة خلال فترة ذروة الإنتاج المحلي، ولذلك فإن سعر كيلو غرام البطاطا يبلغ اليوم في الحقل 700 ليرة كحدّ أقصى، ويصل سعره إلى المستهلك اليوم بألف ليرة، وبالتالي قد يرتفع السعر في شهر رمضان إلى أكثر من 1500 ليرة بسبب ارتفاع الطلب.

باتوا يلجأون الى تركيا والى مصر وغيرها من الدول المحيطة، ففي مصر زجاجة الويسكي سعرها 30 دولاراً في الملهى الليلي ويمكنك اخذ المتبقي منها معك، ولكن في لبنان المتبقي يباع في اليوم التالي على شكل كؤوس ويحقق الملهى ارباحاً للمرة الثانية بزجاجة واحدة.

وزارة السياحة بحاجة الى توسيع ورفع عديد الشرطة السياحية كما توظيف كادر واسع من المفتشين التابعين مباشرة للوزارة، لأن هذه الامور والمخالفات التي تحصل في كل الملاهي والمنتجات السياحية من دون إستثناء تؤثر على اللبنانيين وعلى السياح، ولذلك اصبح اللبناني يفضل السفر الى خارج بلاده للسياحة ويكون قد وفر اكثر من سهرة واحدة في بلاده.

تعرف وزارة السياحة ان سعر هذه الزجاجات لا يكون اقل من 700 دولار للإثنين؟ وكل طلب غير تلك الزجاجات يأتي سعره موجه؟

والموضوع الأهم الذي نريد الإضاءة عليه هو موضوع الـ Minimum Charge الذي ذكرته وزارة السياحة بطريقة مفصلة، وجاء في التعميم على الشكل التالي: «يمنع منعاً باتاً على المؤسسات السياحية ان تفرض على زبائنها وروادها أعباء دنيا او سعر أدنى (Minimum Charge) على الشخص او الطاولة على انه يحق لمستثمري المؤسسات السياحية الذين يقيمون حفلات خاصة في مؤسساتهم إستيفاء رسم دخول عن كل شخص او اسعار طلبات إستثنائية شرط ان يقدموا مسبقاً الى وزارة السياحة نسخة عن البرنامج المنوي عرضه والاسباب الموجبة لإستيفاء الرسم الخاص والاسعار الاستثنائية للمصادقة والموافقة عليها.

هذه الفقرة المذكورة لا يحترمها أي ملهى ليلي في لبنان، وموقع «ليبانون فايلز» اتصل بخمسة نوادي ليلية منها من الصف الأول ومنها من الصف الثاني، و الـ Minimum Charge تراوحت بين 50 و 75 دولاراً، ولم نجد مكاناً للسهر في لبنان لا يوجد فيه الـ Minimum Charge إلا بعض الملاهي الصغيرة والـ pub، وفي تلك الملاهي التي تفرض الـ Minimum Charge تعطيك في المقابل زجاجة ويسكي أو فودكا تفرض عليك على الطاولة وفي حال لم يتفق الجميع على شرب نوع واحد فستدخل الطاولة في فاتورة موجهة. وهنا نسأل وزارة السياحة عن سبب عدم التزام اصحاب النوادي الليلية في الغاء الـ Minimum Charge والتقييد بالتعميم الصادر عنها، كما نسأل الوزارة عن سبل مكافحتها لهذه المخالفات وعن عدد محاضر الضبط للمخالفين، مع العلم ان الجميع يخالف التعميم؟

المواطن اللبناني يسرق في كل المنتجات السياحية، والسائح يهرب من لبنان لأن الاسعار لهابة وعالية جداً ولا يحتملها السياح، لذلك

تتمة الصفحة ١

شخصين وفي بعض الأحيان أكثر. ويقول البعض ان الذي لا يمكنه ان يدفع يمكنه النزول الى شاطئ عام، فأين بقي في لبنان شواطئ عامة؟ فكل شبر مستثمر بطريقة مخالفة للقانون عبر السيطرة على الأملاك البحرية، والجميع يعرف ما يحصل هناك من معاكسات وقلة أخلاق، ومن يريد الدفاع عنهم فلينزل الى البحر مع زوجته او صديقه او ابنته ويجلس بينهم وليتعرض لأبشع النظرات والمعاكسات.

قضية المنتجات السياحية البحرية باتت مشكلة يجب حلها بشكل ملح، عبر محاضر ضبط عالية القيمة لتكون عقوبة موجهة على اصحاب المنتجات الذين لا يشبعون ولا يتوقفون عن سرقة اللبنانيين والسياح ايضاً.

سرقة في الملاهي الليلية

منذ ايام أصدرت وزارة السياحة تعميماً واضحاً يمنع الـ Minimum Charge في المؤسسات السياحية. وفي التعميم دعوة للتقيد بنظام الأسعار الصادر عن الوزارة، ولكن هذا النظام لا يتم احترامه إذ ان زجاجة الويسكي سعرها يفوق المعدلات الطبيعية ويأخذ الملهى ثمنها مضاعفاً 10 مرات عن سعرها الاساسي في السوق.

كما في التعميم فقرة تتحدث عن دمج كافة النسب المئوية في السعر الاساسي بما فيه الخدمة والضريبة على القيمة المضافة. وكم من مرات ومرات نتفاجأ بفاتورة مختلفة عن لائحة الاسعار لانه يتم اضافة الضريبة من بعدها، وهذا البند لا يحترمه غالبية المؤسسات السياحية وخصوصاً الملاهي الليلية.

تضمن التعميم بندا مهماً جداً وهو عدم الزام الزبائن بأي طلب او خدمة ما لم يتم طلبها من قبلهم. هل تعلم وزارة السياحة انه لدى حجز طاولة في اي ملهى ليلي يصل المواطن ويجد على الطاولة زجاجتين من الكحول مرغم على دفع ثمنهما قبل الطعام؟ وهل

مارسو زار زغيب: ما يجمعنا مع لبنان روابط اقتصادية وثقافية وسياسية مشتركة

لبنان، والعمل على تحقيق الانماء في مناطقه وبلداته.

يذكر أن مارسو يزور لبنان للقاء أعضاء الحزب الجمهوري فيه.



ننتظر أن تتفق القوى السياسية حول قانون انتخابي، ونقع أسرى الخوف من أن يعاد العمل بالقانون السابق أو السير بالتمديد، أو الوقوع في الفراغ.

بدوره اعتبر مارسو أن زيارته الى لبنان تأتي كونه بلد صديق لفرنسا، تجمعها روابط أخوية واقتصادية وثقافية واجتماعية وسياسية مشتركة بدأت مطلع القرن الحالي، حيث تقف فرنسا دوماً الى جانب وطن الأرز وتدعمه بكل السبل، ومنها مؤخراً مدّ القوى المسلّحة اللبنانية من جيش وبقية القوى الأمنية بالاسلح والعتاد اللازمين في سياق محاربة تنظيم الدولة الاسلامية في العراق والشام «داعش» الذي بات تهديداً عالمياً. وتمنى أن ينعم لبنان بدوام الأمن والاستقرار لأنه بلد يحب شعبه السلام وينبذ كل أنواع التطرف والعنف.

وأثنى مارسو على الدور الذي تقوم به شركة JSK في لبنان على صعيد تعزيز مفهوم الانماء في قضاء جبيل وكل

زار النائب الفرنسي آلان مارسو على رأس وفد رئيس مجلس ادارة شركة JSK ورئيس جمعية «هيدي عمشيت» جاد زغيب في مقر الشركة في عمشيت، حيث كانت جولة في أرجائها وأقسامها، أطلع خلالها زغيب ضيفه على النشاطات التي تقوم بها في مجال التسويق والوساطة العقارية في لبنان.

وأقيم لقاء بين النائب مارسو وبعض اللبنانيين الذين يملكون الجنسية الفرنسية تخلّله نقاش في الانتخابات التشريعية الفرنسية المقبلة.

وأشار زغيب في كلمة له الى أهمية هذه النشاطات واللقاءات التي تجمع دوماً بين شعبي لبنان وفرنسا المتشابهان من حيث التمسك بقيم الحرية والعدالة والاستقلالية وحقوق الانسان، مرحباً بضيفه الذي يقوم حالياً بحملة انتخابية تؤكد عراقية الديموقراطية الفرنسية، في حين أننا كلبنانيين ما زلنا

ويحظى البرغوثي بشعبية كبيرة داخل صفوف حركة فتح خاصة، وفي أوساط الشعب الفلسطيني عامة، وكان الاحتلال الإسرائيلي قد رفض الافراج عنه ضمن صفقة تبادل الأسرى مع حركة حماس مقابل الجندي شاليط. وتشير غالبية استطلاعات الرأي التي نشرت خلال السنوات الماضية، إلى ارتفاع وتزايد شعبية البرغوثي.



انتخب مروان البرغوثي في المؤتمر السادس لحركة فتح الذي عقد في مدينة بيت لحم جنوبي الضفة الغربية في العام 2009، عضواً في اللجنة المركزية للحركة. وأعيد انتخابه بأعلى الأصوات عضو في اللجنة المركزية في المؤتمر السابع الذي عقد في مدينة رام الله وسط الضفة الغربية نهاية العام 2016.

دكتوراه من داخل السجون

في العام 2010 حصل القائد البرغوثي على شهادة الدكتوراه في العلوم السياسية من معهد البحوث والدراسات، التابع لجامعة الدول العربية وحملت رسالة الدكتوراه عنوان الأداء التشريعي والسياسي للمجلس التشريعي الفلسطيني ومساهمته في العملية الديمقراطية في فلسطين من 1996 إلى 2006. وقد كتب البرغوثي رسالته في سجن هداريم، واقتضى إيصالها إلى خارج السجن سرّاً نحو عام كامل عبر محاميه. وقد صدر للبرغوثي مجموعة من الكتب خلال سنوات، وهي كتاب الوعد، وكتاب الوحدة الوطنية قانون الانتصار، وكتاب مقاومة الاعتقال. كما صدر للبرغوثي كتاب «ألف يوم في زنزانة العزل الانفرادي». وكان قد صدر له قبل اعتقاله رسالة الماجستير عن العلاقات الفلسطينية الفرنسية.

وُعقدت الجلسة الأخيرة لمحاكمة في السادس من يونيو/ حزيران 2004، في المحكمة المركزية بتل أبيب وأصدرت حكمها عليه بالسجن خمسة مؤبدات وأربعون عاماً، وهي العقوبة القصوى التي طالب بها الادعاء العام. وتعقيباً على الحكم قال البرغوثي: إذا كان ثمن حرية شعبي فقدان حريتي، فأنا مستعد لدفع هذا الثمن.

دوره خلال الاعتقال

بعد وفاة الرئيس الفلسطيني الراحل ياسر عرفات، كان البرغوثي ينافس الرئيس محمود عباس (أبو مازن) على مرشح حركة فتح لرئاسة السلطة الفلسطينية، رغم اعتقاله. لكنه تنازل عن الترشح للرئيس أبو مازن في حينه، وترأس القائمة الموحدة لحركة فتح في الانتخابات التشريعية الفلسطينية الثانية عام 2006. ومارس القيادي البرغوثي من داخل اعتقاله دوراً مهماً في المصالحة بين حركتي فتح وحماس، أسفرت عن توقيع (اتفاق القاهرة)، وكان ممثل حركة فتح عن الأسرى في التوقيع على وثيقة الوفاق الوطني للمصالحة في التاسع من مايو/أيار 2006، والتي باتت مرجعاً للمصالحة الفلسطينية.

عضواً في مركزية فتح

صفقة القرن .. اقتصادية الهدف وسياسية الحديث

الدكتورة عبير عبد الرحمن ثابت - أستاذة علوم سياسية وعلاقات دولية



ملف الصراع العربي الاسرائيلي الذي يمثل عقبة كأداء أمام توافق المصالح الاسرائيلي العربي المتنامي ضمن تحالف المصالح الأمريكي مع الطرفين على اعتبار أن الدعائم الاستراتيجية في النفوذ الأمريكي في منطقة الشرق الأوسط استندت لعقود على ركيزتين هما أمن اسرائيل كقاعدة عسكرية متقدمة للولايات المتحدة والثانية هي أمن امدادات الطاقة في منطقة الخليج والتي حرصت الولايات المتحدة لعقود على ضمانها وتحييدها بعيداً عن أزمات وصراعات المنطقة حتى لا يتكرر مشهد أزمة الطاقة التي حصلت عام 73 من القرن الماضي والتي كانت درساً قاسياً للغرب وللولايات المتحدة .

وصل السيد ترامب الى المنطقة في أول جولة خارجية له بدأها بالمملكة العربية السعودية ثم اسرائيل ومناطق السلطة الفلسطينية، والجميع يسعى للحصول على رضا الرجل وحريص على عدم ازعاجه وقد استعانوا بخبراء متخصصين في علم النفس لتلك الغاية لتمر الزيارة بسلاماً نظراً للهالة المحيطة بشخصية ترامب والتي رسمها هو بعناية فائقة خلال حملته الانتخابية، وبما اتخذه من قرارات خلال فترة حكمه التي لم تتعدى بعض الأشهر، وجزء أساسي من سياسات هذا الرجل اعتمدت وستعتمد على تلك الهالة التي تشخصه كما لو كان رجل غير متزن يقود طائرة، لكن واقع الأمر أن السيد ترامب متزن جدا بعكس الصورة التي رسمت له من خلال الاعلام الأمريكي المعادى له والذي يحرص ترامب على زيادة عدائه له ويرفض كسب وده، وهو حريص على تكريس تلك الصورة له على الأقل في هذه المرحلة من ولايته، لأنها تعطيه هامش كبير في المناورة السياسية في كل القضايا الداخلية والخارجية، والهدف هنا يكمن في الأساس في إعادة صياغة السياسة الدولية طبقاً لعقلية ترامب الرأسمالية والتي هي في الأساس أيديولوجية أمريكية أصيلة تؤمن بأن صاحب رأس المال يجب أن يكون الراجح الأكبر . إن لم يكن الراجح الوحيد وهي سياسة مخالفة نسبياً لتلك التي اتبعها سلفه الديمقراطي باراك أوباما .

عليه فان الكرة اليوم في الملعب الاسرائيلي من جديد والذي لا يبدو راعياً في إقرار أي تسوية كما كان بالأمس القريب ويصر على سياسة إدارة الصراع لفرض واقعه على الأرض، وهنا يكمن الاختبار الفعلي للسيد ترامب في قدرته على تليين موقف الحكومة اليمينية في اسرائيل نحو إقرار تسوية تاريخية للصراع العربي الاسرائيلي ضمن حوافز سياسية واقتصادية من الطرف العربي والأمريكي؛ لكن ترامب الذي نجح بهالته في إبرام عقود طويلة الأمد من خلال صفقات السلاح التي أبرمها في المملكة العربية السعودية والتي تفوق في مجموعها نصف ترليون دولار يدرك جيداً أن تلك الهالة غير فاعلة في اسرائيل عليه فان ترامب قد لا تختلف مصير محاولته عن مصير محاولات أسلافه ووارد جداً أن تتحول صفقة القرن إلى جزء جديد آخر من مسلسل التسوية عنوانها (خارطة الطريق نحو صفقة القرن) خاصة وأن صفقة القرن الاقتصادية والحقيقية قد أبرمت فعلياً في الرياض بمئات المليارات أما صفقة القرن السياسية المجهولة المعالم حتى اليوم فيبدو أنها كسابقاتها ستشهد لقاءات ثنائية وعودة لطاولة المفاوضات مع ثبات الموقف الاسرائيلي ورفضه للحقوق الفلسطينية .

إن الصفقة التي يروج لها السيد ترامب هي بالأساس تدعيم النفوذ الأمريكي في المنطقة ووقف تسلل الروس إلى منطقة حيوية جداً للنفوذ الأمريكي عبر دمج كلا الاستراتيجيتين أمن اسرائيل والحفاظ على أمن امدادات الطاقة ضمن تحالف عربي اسرائيلي ممول عربياً وبرعاية أمريكية، لكن القضية الفلسطينية تقف عائقاً فعلياً أمام هذا التحالف عليه فان ترامب ومن قبله إدارات سابقة أصبحت ترى منذ زمن أنه أن الأوان لإيجاد تسوية لهذه القضية، فإدارة جورج بوش الابن أدركت ضرورة إيجاد حل لكنها اصطدمت بموقف اسرائيلي رافض رغم أن العرب تبرعوا في حينها بمبادرة عربية سخية وصفها شارون في حينه بالخرقة الحمراء المثيرة للاشمئزاز وهو ما دفع ادارة بوش الابن إلى استبدال سياسة حل الصراع بإدارته عبر أجزاء جديدة من مسلسل مسيرة التسوية النصف عادلة عرفت في حينه بخارطة الطريق. اليوم وبعد قرابة العقد ونصف على طرح مبادرة السلام العربية يبدو الطرف العربي والفلسطيني أكثر ليونة مما سبق في تقبل أي تسوية وإن كانت مجحفة بحق الفلسطينيين .

وليس مصادفة أن تبدأ أول جولة خارجية له بالمملكة العربية السعودية والتي لا يفصلها عن إيران إلا مياه خليج فارس فالمملكة السعودية كانت تاريخياً النواة الصلبة للنفوذ الاقتصادي الأمريكي وحجر الزاوية لاستقرار سياسات الطاقة العالمية طبقاً للمصالح الاقتصادية الغربية والأمريكية، ولما تمثله المملكة كحليف استراتيجي للولايات المتحدة أضف إلى ذلك ما تمثله المملكة من نفوذ اقتصادي وعقائدي لمجمل دول الإقليم وهو ما يتيح للمملكة لعب دور فاعل في الكثير من الملفات الإقليمية الساخنة وخاصة

الانتقام الإسرائيلي في مواجهة الأسرى الفلسطينيين.. ماذا بعد ؟

الإيام - عبد معروف

قررت سلطات الاحتلال الاسرائيلي وبشكل متجبر أن تمارس سياسة انتقامية لمواجهة الأسرى والمعتقلين الفلسطينيين في جميع السجون والمعتقلات، وأن تمارس في حقهم ساديتها المفرطة، وكرهها القديم، وحقدها الدفين، وأن تتأثر لنفسها من صمودهم وأن تنتقم من رفات الشهداء وذويهم، وأن تحبسهم في ثلاثيات غير آدمية، وفي ظروف غير إنسانية، أو تدفنهم دون علم أو حضور أهلهم، في قبور الأرقام المجهولة، ليكونوا رهائن بأيديهم، وورقة للضغط والابتزاز على أهلهم، في خرق واضح للاتفاقيات والمعاهدات الدولية، وانتهاك فاضح لحقوق الإنسان وحقوق الشعوب الخاضعة لسلطات الاحتلال، دون مراعاة لقانون أو خوف من المجتمع الدولي، الذي يراقب جريمتهم ويسكت، ويرصد عدوانهم.



هل يسكت المجتمع الدولي عن هذه الجريمة النكراء، أم يشجب ويستنكر ويدعو حكومة الاحتلال إلى الكف عنها، والتوقف عن هذه المهزلة؟؟ في الاجابة على هذه التساؤلات لا بد من تحديد بعض النقاط وتحديد الهدف من الإضراب عن الطعام والانتفاضة المصرية التي أعلنها الأسرى في سجون الاحتلال، حيث يهدف الإضراب عن الطعام الذي يقوده مروان البرغوثي، عضو اللجنة المركزية لحركة فتح، داخل سجون الاحتلال الإسرائيلي، لتحسين الظروف المعيشية للأسرى. ويعتبر البرغوثي أن الإضراب عن الطعام هو الطريقة الوحيدة للمطالبة بحقوق الأسرى في السجون الإسرائيلية، كما قال في مقال له نشرته صحيفة نيويورك تايمز الأمريكية، مع بدء الإضراب.

عضواً، في المؤتمر العام الخامس للحركة الذي عقد في العاصمة التونسية. وكان في ذلك الوقت العضو الأصغر سناً الذي ينتخب في هذا الموقع القيادي الرفيع.

العودة للوطن

في نيسان/أبريل عام 1994 عاد البرغوثي على رأس أول مجموعة من المبعدين الفلسطينيين إثر اتفاق أوسلو للسلام، الموقع بين منظمة التحرير الفلسطينية وإسرائيل. وبعد ذلك بأسبوعين، وفي أول اجتماع لقيادة فتح في الضفة الغربية تم انتخاب البرغوثي بالإجماع، في منصب أمين سر الحركة في الضفة الغربية. وفي عام 1996 انتخب عضواً في المجلس التشريعي (البرلمان) عن دائرة رام الله.

انتفاضة الأقصى

خلال انتفاضة الأقصى التي اندلعت في العام 2000، عقب اقتحام رئيس الوزراء الإسرائيلي في حينه أرئيل شارون المسجد الأقصى، قاد البرغوثي الانتفاضة وبات أحد أبرز رموزها. ويقول مقربون منه، إنه تعرض لمحاولات اغتيال من قبل إسرائيل، ونجا منها، وفي إحداها أطلقت عليه وعلى مساعديه صواريخ موجهة، كما تم إرسال سيارة ملغومة له خصيصاً. وألقى الاحتلال الإسرائيلي القبض على البرغوثي في الـ15 إبريل/نيسان 2002. وحينها قال (شارون)، إنه يأسف لإلقاء القبض عليه حياً وكان يفضل إن يكون رماداً في جرة. أما وزير الدفاع في حينه، شاول موفاز، فقال: إن اعتقال البرغوثي هو هدية عيد الاستقلال التي يقدمها الجيش للشعب الإسرائيلي وإن اعتقاله ضربة قاتلة للانتفاضة.

وبتاريخ 20 مايو/أيار 2004 عقدت المحكمة المركزية في تل أبيب جلستها لإدانة البرغوثي، حيث كان القرار بإدانته بخمسة تهم بالمسؤولية العامة لكونه أمين سر حركة فتح في الضفة، ويكون كقائد شهداء الأقصى تابعة لفتح، وبالتالي فإن أي عمل عسكري قامت به، يتحمل البرغوثي مسؤوليته. وطالب الادعاء العام بإزالة أقصى العقوبة بحق البرغوثي.

وقد بدأت السلطات الاسرائيلية في تنفيذ حملتها الأمنية التأديبية الانتقامية الثأرية بكل قوة وعنّف، وقررت ألا تستثني من غضبتها أحداً، وألا تكون لطيفة في التعامل مع أي فئة، وألا تستجيب إلى أي دعوة أو التماس، ويبدو أنها ماضية في خطتها بلا تردد، وعازمة على الإمعان فيها دون خوف من مسائلة أو حساب للعاقبة، فيما يعتبر إعلان حالة حرب حقيقية ضد الأسرى والمعتقلين وذوي الشهداء وشعبهم.

الأسرى والمعتقلين الفلسطينيين في السجون الاسرائيلية ومعتقلاته، الذين اعتادوا على التعذيب وتعابشوا مع ظروف السجن وقسوة الاعتقال وما عرفوا من الاحتلال غير القهر والإذلال، قرروا الصمود والمواجهة، والثبات والتحدي أمام كل إجراءات الاحتلال الغاشمة، والمساهمة في المعركة ولو بأجسادهم، والمشاركة في الصمود ولو على حساب صحتهم وعافيتهم، رغم أن موازين الحرب غير متكافئة، وأدوات القتال غير متشابهة، فسلطات الاحتلال تتسلح بعدد من الوحدات العسكرية والأمنية المختصة في مدهمة السجون والمعتقلات، والمدرية على قمع الأسرى والمعتقلين، والتعامل معهم بخشونة كبيرة ضمن أقصى الظروف وأصعب الأحوال.

فقد تهيأت وحدة «الميتسادا» للمواجهة، وانطلق عناصرها بأقدامهم الثقيلة وخوذاتهم الواقية إلى السجون والمعتقلات، بعد أن تسلحوا بخراطيم الغاز الخانق والدمع، والهراوات الغليظة والعصي الكهربائية، وبدأوا في اقتحام الغرف والأقسام وعزل الأسرى والمعتقلين، وفرزهم حسب الولاءات والانتماءات، ونقلهم وعقابهم وعزلهم في الزنازين والإكسات، ويساعدهم في جريمتهم الجنود والحراس، الذين يراقبون عمليات القمع ويشهدون جريمة الاعتداء، ويساهمون بسرية وعلانية في ركل المعتقلين وضربهم، وسحبهم وجرحهم.

وكانت وحدة الميتسادا قد باشرت في سجون النقب ونفحة في تنفيذ أوسع حملات التفتيش والتنقيب بين حاجيات المعتقلين وأعراضهم الخاصة، تبحث عن كل ممنوع، وتصادر كل مشبوه، وتفسد كل ما يقع بين أيديها أو تدوسه أقدامها، وتعزل المعتقلين وتصنفهم، وتقوم من تشاء منهم إلى أقسام خاصة أو سجون أخرى، وفي كل مدهمة أو ما اصطلاح الأسرى والمعتقلون على تسميته «قمعة»، يسقط جرحى ومصابون، جراء الضرب العنيف، والركل واللكم والجرح، أو استنشاق الغاز الخانق أو المدمع، أو بسبب الحشر والتدافع، وزج المعتقلين في زنازين ضيقة، وإجبارهم على جلوس القرفصاء، أو الوقوف ووضع أيديهم فوق رؤوسهم، وأحياناً يسقط جرحى نتيجة إطلاق النار عليهم، ومن قبل سقط شهداء عديدون.

باتت عمليات المدهمة والاقتحام والتفتيش الفجائي والضرب والعزل والتأديب والنقل والفصل والفرز، أنشطة اعتيادية يومية تنفذها إدارة السجون والمعتقلات ضد جميع الأسرى والمعتقلين، تنفيذاً لقرارات الحكومة القاضية بالتضييق على المعتقلين.

وقد أثار نشر الصحيفة الأمريكية للمقال، غضب رئيس الحكومة الإسرائيلية، بنيامين نتنياهو، الذي أصدر بياناً وصف فيه البرغوثي بالإرهابي. وقال نتنياهو: «قرأت مقالا نشر في صحيفة النيويورك تايمز، يعرض الإرهابي الكبير البرغوثي كأنه نائب برلماني وقائد، نعته بأنه (زعيم سياسي) يشابه وصف بشار الأسد كأنه طبيب أطفال». وعاقبت إدارة سجون الاحتلال الإسرائيلي، البرغوثي، وعدداً آخر من قادة الأسرى، بالسجن الانفرادي، لتزعمهم الإضراب. ويُنظر إلى البرغوثي، باحترام كبير، داخل المجتمع الفلسطيني، لدوره النضالي، ضد الاحتلال الإسرائيلي، ولخطابه المعتدل والتصالحي فيما يتعلق بالشؤون الداخلية.

نشأته

ولد البرغوثي في 6 يونيو 1958، في قرية كوبر إلى الشمال الغربي من مدينة رام الله. وانخرط في حركة فتح في سن الخامسة عشرة، وفي الثامنة عشر من عمره عام 1976 اعتقل لدى الاحتلال الإسرائيلي.

التحق بعد إطلاق سراحه في العام 1983 من السجون الإسرائيلية، بجامعة بير زيت، وترأس مجلس الطلبة فيها، وتخرج منها بعد أن درس التاريخ والعلوم السياسية.

الانتفاضة الأولى

يعد البرغوثي من القيادات الفلسطينية خلال فترة الانتفاضة الأولى (1987-1994)، ضد الاحتلال الإسرائيلي للضفة الغربية. ولدوره في الانتفاضة، ألقى إسرائيل القبض عليه، وأبعدت إلى الأردن التي مكث فيها 7 سنوات.

وفي عام 1989، وخلال تواجده منفياً خارج فلسطين، انتخب البرغوثي عضواً في المجلس الثوري لحركة فتح، من بين 50

المستخدمون في منطقة الشرق الأوسط يقضون 57.6 مليون ساعة إضافية على فيسبوك خلال شهر رمضان

شاركت شركة "فيسبوك" بالروية والمعطيات والبيانات الفريدة التي استخلصتها من بحث "فيسبوك آي كيو" الذي تركز على سلوك المستهلك خلال شهر رمضان المبارك في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا. أظهرت نتائج البحث طرق اتخاذ المستهلكين في المنطقة لقراراتهم خلال شهر الصيام والدور المهم الذي تلعبه تكنولوجيا الهاتف المتحرك في هذا المجال..



جمهورية خلال شهر رمضان مقارنة بما تدفعه في أي وقت آخر من بقية العام.

سرد القصص عبر إنستغرام: يستخدم أكثر من 150 مليون شخص من مستخدمي إنستغرام قسم Instagram Stories يومياً. ويبيد الأشخاص تفاعلاً كبيراً مع الشركات. في الواقع، تحتل قصص الشركات مقدار الثلث من بين القصص الأكثر مشاهدة. وتعتبر القصص طريقة رائعة لجذب انتباه المستخدمين وتحفيز مبيعاتهم وإلهامهم، وقد أصبح من المتاح الآن وضع محتوى مدفوع في قسم القصص من الصفحة الرئيسية على إنستغرام.

اجعل رسالتك ذات مغزى: في عالم الهواتف المتحركة، تزيد فرص الوصول إلى الأشخاص مقارنة بأي وقت مضى، لكن في الوقت نفسه هناك منافسة غير مسبوق على جذب الانتباه. لذلك أصبح تقديم محتوى ملائم عنصراً مهماً للتمييز بين هذا الكم الهائل من المتنافسين، وهو ما يعني ضرورة الاستفادة من أدوات استهداف فيسبوك التي تركز على الأشخاص، إلى جانب الاهتمام بتطوير تصميم متميز يعكس الاهتمامات الحقيقية للأشخاص. ويمكنك البدء باستخدام واجهة Audience Insights لاكتشاف المزيد عن طبيعة عملائك وسلوكياتهم.

المستخدمون يفضلون المتاجر القريبة: عندما يتعلق الأمر بشراء الطعام أو الملابس، فإن الغالبية العظمى من الأشخاص يتقيدون بالمسافة التي ينبغي عليهم أن يقطعوها للوصول إلى المتجر. ومن خلال إعلانات الوعي المحلي من فيسبوك، يمكن لكل الشركات استهداف الأشخاص ضمن نطاق جغرافي محدد حول متجرهم، وذلك يعني أن إعلاناتك لن تصل إلا إلى الأشخاص الذين يرجح بقوة اتخاذهم للإجراء المطلوب أي الشراء.

لا تحد نشاطك بالتوسع المحلي فحسب - عزز انتشارك على المستوى العالمي: منذ سنوات قليلة مضت، كانت الغالبية العظمى من الأنشطة التجارية تقدم خدماتها إلى العملاء المقيمين بنفس الشارع أو الحي أو المنطقة التي يتواجد فيها النشاط التجاري. لكن مع وجود أكثر من مليار شخص على فيسبوك يتصلون بأنشطة تجارية تقع في بلدان غير بلدان إقامتهم، أصبح بالإمكان وصول أي نشاط تجاري إلى أشخاص في بلدان جديدة. فمع استخدام ميزة "الجمهور العالمي المشابه" يمكنك استهداف الأشخاص المتواجدين على فيسبوك في بلدان جديدة ممن يشتركون في سماتهم وسلوكهم مع قاعدة عملائك الحاليين، مما يجعلها أسهل طريقة على الإطلاق للعثور على عملاء محتملين بأقل تكلفة ممكنة.

فيسبوك أثناء مشاهدة التلفزيون، ويرتفع هذا العدد إلى 77٪ فيما يتعلق بإنستغرام.

المرحلة الثالثة - التسوق واتخاذ قرارات الشراء تحضيراً للعيد (أسبوع)

تتعلق المرحلة الأخيرة باقتناص الفرص النهائية لتجهيزات العيد حيث يبحث الناس عما توفر من فرص وعروض نهائية خاصة بالهدايا ورحلات السفر. ويعتمد 70٪ من الناس في دولة الإمارات على فيسبوك في بحثهم عن أفكار لهدايا العيد. وعلى الرغم من أن التسوق لا يزال يحدث خلال النهار، تبيّن أن الساعة الثالثة صباحاً هي ساعة الذروة لاستخدام فيسبوك خلال شهر رمضان، وهي الوقت الأمثل للمعلنين لجذب انتباه المستهلكين. وعلاوة على ذلك، يعد السفر عنصراً أساسياً لملايين المسلمين خلال شهر رمضان بغرض الاستفادة من الإجازة الأسبوعية المطولة في العيد. ويشهد فيسبوك أكثر من 20 مليون تفاعل مع المحتوى المتعلق إما بالذهاب في عطلات سياحية أو التخطيط لها في كل من الإمارات العربية المتحدة والمملكة العربية السعودية. وعادة يكون التخطيط للسفر ابتداءً من شهر أغسطس إلى سبتمبر.

نصائح للعلامات التجارية لزيادة حجم التفاعلات مع المستخدمين خلال شهر رمضان:

فيسبوك هو مكان اتخاذ القرارات - سواء كان ذلك متعلقاً بمعاملات السفر والتسوق في وقت متأخر من الليل أو مناقشة صعوبات الصيام في رمضان ومسائل الصحة واللياقة البدنية، فإن فيسبوك هو المكان الذي يلجأ إليه الناس لاتخاذ القرارات أو طلب المشورة. وبالإضافة إلى وصولك إلى جمهور واسع، يمكنك استخدام الأدوات والحلول المصممة لاتخاذ إجراءات محددة. وعليك معرفة ساعة ذروة الاستخدام للتفاعل مع جمهورك.

إلهام المستخدمين عبر إنستغرام - يتميز إنستغرام بمزاياه الإبداعية التي تجعله المكان المثالي للإلهام وطرح الأفكار المبدعة. وبمقارنته مع فيسبوك، فإن إنستغرام يشهد تركيزاً أعلى للمحادثات عن الإفطار والحلويات وأفكار الوصفات، وكذلك الأزياء والسيارات والمنزل. وبينما يعرض فيسبوك شهر رمضان كما هو بمجريات أحداثه الفعلية، نجد إنستغرام يعرض شهر رمضان كما يتخيله المستخدمون أو يتطلعون له أن يكون.

قدم مقاطع ترويجية لعرضك التلفزيوني على فيسبوك: مع أكثر من 100 مليون ساعة من مشاهدات الفيديو يومياً، أصبح فيسبوك منصة متميزة لعرض مقاطع الفيديو على الهواتف المتحركة. وقد أثبت البحث الذي أجريناه أن إعلانات الفيديو على فيسبوك تقوم بدور "الفيديو الترويجي" للعروض التلفزيونية، مما يترتب عليه زيادة أدوات قياس العلامات التجارية مثل التذكر والوعي. ومع بدء المحادثات والمناقشات حول البرامج والعروض التلفزيونية الرمضانية في نهاية شهر أبريل، يجب على القنوات التي تبثها الوصول إلى ذلك الجمهور لعرض مقاطع فيديو ترويجية حصرياً لأعمالها التلفزيونية. وبفضل طريقة تسعير الوصول وتكرار الظهور التي توفرها، لن تنفق أموالاً إضافية للوصول إلى

ويعتبر شهر رمضان المبارك الوقت الأمثل من العام لأداء العبادات والتواصل مع العائلة والأصدقاء، وهو يحفز الناس على الاجتماع والتفاعل. وقد تأثر هذا الشهر كما الكثير من جوانب حياتنا، جراء ظهور التكنولوجيات الجديدة - لا سيما تكنولوجيا الهواتف والأجهزة المتحركة. وفي العام الماضي، تبيّن أن المحادثات حول شهر رمضان قد شهدت نمواً ملحوظاً. وبالمقارنة مع فترة المناقشات التي استمرت سبعة أسابيع في 2016، بدأت المحادثات حول شهر رمضان هذا العام مبكراً ومن المتوقع أن تستمر لمدة تسعة أسابيع على فيسبوك لدى 16 مليون مستخدم نشط شهرياً في السعودية. ويتواصل نمو هذا التوجه، ويمكن أن نجزئه إلى ثلاث مراحل متميزة.

المرحلة الأولى - الاكتشاف والإلهام (4 أسابيع قبل رمضان) تتركز مرحلة ما قبل بدء رمضان على الاكتشاف، وهو أمر مهم للغاية في عالم يقضي الناس فيه وقتاً أطول على التطبيقات المتحركة مقارنة مع المتصفحات. وتعد الأزياء من الجوانب التي يبدأ الناس بالتخطيط لها في وقت مبكر حيث ذكر 47% من المشاركين في الاستطلاع في دولة الإمارات أنهم يبدأون بالتخطيط لمشترياتهم من الملابس في الشهر الذي يسبق رمضان. يذكر أن مشتريات الملابس تتم بشكل مخطط له مسبقاً أكثر بمقدار 1.63 مرات من إجرائها بشكل مفاجئ.

وعندما يتعلق الأمر بشهر رمضان، يعتبر إنستغرام المنصة الأمثل لتحفيز الخيال والفنون والقوة الإبداعية في حين يركز فيسبوك غالباً على الجوانب العملية لشهر رمضان مثل طلب المشورة والعروض والمحادثات أما إنستغرام فيشكل منصة لعرض الأفكار حول أزياء رمضان واختيار الهدايا. في الواقع، يتحدث الناس عن الأزياء 7 مرات أكثر على إنستغرام مقارنة مع فيسبوك.

المرحلة الثانية - الأجهزة المتحركة والوسائل المرئية (3-4 أسابيع من شهر رمضان)

تتمحور المرحلة الثانية حول الاتصال عبر الأجهزة المتحركة ووسائل الإعلام المرئية. فخلال شهر رمضان، يقضي الناس معظم أوقاتهم على شاشات هواتفهم الذكية، حيث يقومون بنشر وتبادل الصور ومقاطع الفيديو.

وفي دولة الإمارات العربية المتحدة، تلعب الهواتف المتحركة الدور الأهم في شهر رمضان، وخاصة بالنسبة للشباب، حيث يتبادل الناس خبراتهم وتجاربهم الرمضانية عبر الهاتف المتحرك ومن خلال الصور والفيديو. وترتفع وتيرة المحادثات على الأجهزة المتحركة بمقدار 4.84 مرات خلال شهر رمضان مقارنة بالأشهر الأخرى. وعلاوة على ذلك، تعد مشاهدة التلفزيون من بين وسائل التسلية الأكثر شعبية خلال شهر رمضان، وتجتمع العائلات معاً لمشاهدة برامج ومسلسلات رمضان. ولكن التلفزيون لم يعد الشاشة الوحيدة التي يجلس أمامها أفراد الأسرة في غرفة المعيشة اليوم حيث يفيد 71٪ من الأشخاص في دولة الإمارات أنهم يتابعون

لكي يكون البترول والغاز نعمة للبنان لا لعنة: على خطى «مستر 5%»

د. نقولا سرقيس

الواقع هو أن ما حصل ويحصل في لبنان أشبه ما يكون بما جرى في العراق قبل وبعد الحرب العالمية الأولى، عندما كانت الشركات الغربية تتسابق للاستيلاء على المناطق الغنية بالنفط في الشرق الأوسط، إلى أن انتهى بها المطاف عام 1929 عند إنشاء شركة نفط العراق Iraq Petroleum Company المكونة من خمس شركات كبرى، إضافة إلى حصة 5% لكالوست سرقيس كولبنكيان، مكافأة له لدوره الوسيط الذي لعبه مع العثمانيين أولاً، ثم مع السلطات البريطانية والفرنسية.



الإجراءات المالية غير المسبوقة المقدمة للشركات المعنية بغية التوصل إلى توقيع عقود معها بأسرع ما يمكن. شروط تؤمن مبدئياً للدولة، بالنسبة إلى الغاز، حصة تقارب 52% من الأرباح، مكونة من أتوة 4%، و30% من «غاز الربح» و20% ضريبة دخل. في حين أن حصة الدولة في البلدان الأخرى ذات الأوضاع المماثلة تتراوح من 60 إلى 85-90%. نسبة 52% في لبنان هي في أحسن الحالات لأن الكلام عن إيرادات

3 - إلغاء آلية «المزايدة» حول أمور غير مألوفة ومرفوضة كلياً في البلدان الأخرى لكونها مزاريب بامتياز للرشى والفساد، منها ما نصت عليه المادة 23 من المرسوم 43 الخاصة بتحديد سقف استرداد النفقات الراسمالية (stop Cost) بـ 65% من الإيرادات عوضاً عن نسبة 50% الشائعة، وما نصت عليه المادة 24 حول زيادة حصة الدولة.

4 - إعادة النظر في هيكلية تنظيم قطاع البترول والغاز، بما في ذلك الحصر غير الطبيعي للصلاحيات في هيئة إدارة قطاع البترول، بهدف تأمين استقلالها عن وزير الطاقة والمياه وتحديد واضح لصلاحياتها ولسائر شروط تعيين أعضائها.

5 - التدقيق في أسباب وطرق هدر مئات الملايين من الدولارات حتى الآن في هذا القطاع بأساليب مختلفة، منها عقود الاستشارات التي تتم بالتراضي، وعقود المسح البحري ثم البري التي تمت كلها دون استدرج عروض ولم يعلن عن كيفية توزيع إيرادات بيع معطياتها (Data) بين الشركات المعنية والوسطاء والدولة.

6 - تأسيس معهد بترولي في بيروت مفتوح للشباب اللبنانيين والعرب بشكل خاص.

7 - استعادة المجلس النيابي للصلاحيات التشريعية التي سلبت منه، ولصلاحيات الرقابة على هذا القطاع الحيوي، بما في ذلك الرقابة والموافقة على رخص الاستكشاف واتفاقيات الإنتاج وغيرها من العقود الأساسية. خاصة أن ممارسة المجلس النيابي لصلاحياته هي أفضل وسيلة لضمان الشفافية وحسن الحوكمة وحقوق اللبنانيين.

هذه كلها تدابير عملية لا بد منها لوضع حد لتصرفات لا تشبه بشيء ما يمكن تسميته سياسة نفط وطنية على مستوى آمال وحقوق اللبنانيين. كما أنها شروط لا بد منها إذا أردنا فعلاً أن لا تصبح ثروة البترول والغاز، لا سمح الله، نقمة ولعنة، كما حصل في بلدان أخرى، بل نعمة لنا ولأبنائنا.

* ورقة عمل مقدمة لمؤتمر «الصناعة البترولية في لبنان: أوراق عمل في السياسات العامة وقضايا هيكلية»، الذي نظمه المركز الاستشاري للدراسات والتوثيق، في 22 أيار 2017.

ونفقات وأرباح الشركات التي تطمح للعمل عندنا، ليس له كبير معنى بسبب تغييب الدولة وحرمانها من إمكانية المراقبة الفعلية لحسابات الشركات العاملة. لا بل إن حصة الدولة حسب ما هو مقترح في لبنان تبقى حتى أدنى مما كانت تحصل عليه في القرن الماضي، أيام الامتيازات، الدول المصدرة، أي أتوة 12,5% من قيمة الإنتاج وضريبة 50% على الأرباح. تضاف إلى ذلك مخاطر تبعثر التسويق على يد شركات صغيرة أو مشبوهة.

تهافتت الشركات للحصول على حقوق استكشاف وإنتاج في لبنان، وارتفع مجموعها أخيراً إلى 53 شركة، من أصلها حوالي 15 شركة يمكنها فعلاً القيام بعمليات حفر وإنتاج البترول والغاز من مكامن تقع مئات الأمتار تحت مياه تصل وقد تتجاوز أعماقها ألفي متر. أما الشركات الباقية «غير المشغلة» التي تطمح بالاستيلاء على قسم من البترول أو الغاز الذي يتم اكتشافه، فهي مرشحة لتكون شركات طفيلية، لا مبرر لوجودها سوى تغطية مصالح أخرى. الحاجة الحقيقية الوحيدة هي إلى شركة كبرى تتولى دور المشغل، ربما مع شركة كبرى ثانية، تعمل في إطار اتفاقية تقاسم الإنتاج مع شركة نفط وطنية تمثل الدولة اللبنانية واللبنانيين، وتتراوح حصتها بين 40 و60% حسب ظروف السوق العالمية وقدرة لبنان التفاوضية.

أياً كان المسؤول، ومهما كانت أسباب التعثر والانحرافات التي شوهت مسيرة البترول والغاز، يبدو من الضرورات الملحة اتخاذ التدابير التالية لانتهاج سياسة نفط وطنية على مستوى حقوق وآمال اللبنانيين:

1 - إلغاء المادة 5 الخاصة بإقصاء الدولة عن الأنشطة البترولية، وتعديل المواد الأخرى من المرسوم 43 التي تناقض أحكام نظام تقاسم الإنتاج المنصوص عليها في القانون البترولي 2010/132.

2 - إنشاء شركة نفط وطنية تكون ذراع الدولة في الأنشطة البترولية، مع فروع تغطي مراحل الإنتاج إلى التسويق، مروراً بالتكرير والبتركيماويات والتدريب والخدمات، ويبدو من الأفضل أن يفتح رأسمالها لكل اللبنانيين، ضمن شروط معينة تضمن الأثرية للدولة وتحول دون هيمنة بعض المساهمين.

وهكذا اكتسب لقب Mr 5% وجمع ثروة كانت تعتبر من الأكبر في العالم عند تأميم مجموعة IPC في حزيران 1972. أما أوجه الشبه مع ما يجري حالياً في لبنان فيمكن في غياب الحكومة العراقية الكامل حينها، وغياب شركتها الوطنية التي أسست عام 1966، عن الأنشطة البترولية، ما ترك المجال مفتوحاً لتقاسم كل ثروات العراق من البترول والغاز بين الشركات الأجنبية والوسيط الذي اقتصر دوره على الوساطة والسمسة دون أي نشاط صناعي. مع الفارق أن كولبنكيان قد «اكتفى» بحصة 5%، في حين أن حصة كل شركة «غير مشغلة» تم تأهيلها في لبنان للدخول مع الشركة المشغلة (Operator) ضمن ما سمي «شراكة تجارية غير مندمجة» قد حددها المرسوم 43 بـ 10% على الأقل، أي أكثر من ضعف حصة مستر 5%... وبما أن المرسوم نفسه يقضي بوجود شركتين غير مشغلتين على الأقل في كل اتفاقية استكشاف وإنتاج، فهذا يعني إمكانية، لا بل ضرورة وجود اثنين على الأقل من أمثال المستر المذكور، كي تكون الاتفاقية «قانونية»، لا بل إن مجموع حصص الشركات غير المشغلة قد يصل إلى 65%، في حال اكتفت الشركة المشغلة بحصة 35%!

هذا ما يفسر سعي البعض للتوصل بأسرع ما يمكن لتوقيع اتفاقيات مع الشركات الأجنبية، مع ما يرافق ذلك من تعتيم ومحاولات تضليل مخجلة من نوع التلغني باقتباس «النموذج النرويجي»، الذي لا يشبه بشيء ما يحصل في لبنان، أو المغالطات حول طبيعة نظام الاستثمار المعتمد، أو أسباب إقصاء الدولة عن الأنشطة البترولية، أو حتى تزوير الترجمة العربية لمقال وضعته الإنكليزية رئيسة بعثة صندوق النقد الدولي إلى بيروت، ونشر في 27 كانون الثاني الماضي، بغية تحويله إلى شهادة حسن سلوك!... إلخ.

كولبنكيان «اكتفى» بحصة 5%

في حين تبلغ «العمولة» في لبنان 10% على الأقل

على ضوء هذا الوضع السريالي الذي نعيشه، لم يعد مستغرباً أن تتسابق عشرات الشركات للحصول على حقوق استكشاف وإنتاج في لبنان، نظراً إلى أنه لا يوجد اليوم في العالم بلد آخر ترضى فيه الدولة بالتخلي عن مسؤولياتها وعن حقوق الملكية على مواردها الطبيعية، وعن دورها المحوري في الأنشطة البترولية، أو ترضى بالتخلي عن مكان الصدارة الذي يعود لها في إدارة الشركات العاملة، مكتفية بدور «المراقب» في بعض الاجتماعات المسموح فيها حضور المراقب المذكور، ربما على طرف الطاولة أو أبعد من ذلك... كما أنه لا يوجد اليوم في العالم سوى مناطق نادرة جداً ما زالت بعد في أولى مراحل الاستكشاف، مثل شرق البحر المتوسط، ويمكنها اجتذاب اهتمام الشركات البترولية التي تتناحر لتأمين مصادر تموين خاصة بها. أما أن يقترن هذا الشرط بشل واستبعاد الدولة (مسبقاً)، وممانعة إنشاء شركة نفط وطنية، فهذا الوضع الفريد من نوعه لا يوجد إلا عندنا! أضف إلى ذلك

الأيام

AL AYAM
الاقتصادية
(تأسست في 1966م)

العدد - 111

تاريخ الاصدار: 30 أيار

2017

اسبوعية إقتصادية - تصدر شهرياً مؤقتاً

مدير الإدارة: خالد وفيق الطيبي

رئيس التحرير: مروان وليد الطيبي

مدير التحرير: عبد معروف

المدير المسؤول: فوزي صولي

ترجمة: وجيه بعيني

العلاقات الإغترابية: علي ملحم بشير

مدير العلاقات العامة: ماهر عياش

03/665295

مكتب بيروت: شارع مار الياس

سنتر دكا - ط7

هاتف: 01/705313

فاكس: 01/705311

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

14, Avenue d'Eylau

75016 - Paris (France)

Tel : +33 (0)1 77 72 64 29

e-mail: al_ayam_1966@hotmail.com

الاشتراك السنوي

داخل لبنان:

الافراد: 150,000 ل.ل

المؤسسات: 250,000 ل.ل

خارج لبنان:

300,000 ل.ل

30% من الشركات في الشرق الأوسط تمتلك استراتيجية متكاملة لتشفير البيانات



الأكثر من نماذج نشر وحدات أمن الأجهزة المستخدمة مع تطبيقات السحابة بنماذج النشر داخل المؤسسة (49%)

وتتمثل أبرز تطبيقات البرمجيات كخدمة (SaaS) التي يستخدمها المشاركون في الوقت الراهن أو يخططون في المستقبل لاستخدامها في عمليات التشفير ببرنامج مايكروسوفت أوفيس 365 (50%) وموقع Salesforce.com (38%)

وبهذا الصدد، قال فيليب شرايبر، مدير المبيعات الإقليمي في منطقة الشرق الأوسط وأفريقيا وجنوب آسيا لدى شركة 'تاليس إي سيكيوريتي': "مع تحول الشركات حول العالم بشكل متزايد نحو خدمات السحابة، نشهد ارتفاعاً سريعاً في كمية البيانات الحساسة أو السرية التي يتم نقلها عبر السحابة، ولكن في منطقة الشرق الأوسط يمتلك أقل من ثلث المشاركين في الدراسة استراتيجية تشفير شاملة ومتسقة قيد التطبيق. وقد أصبح التشفير في الوقت الحاضر يحظى بقبول واسع كأفضل الممارسات الممكنة لتأمين البيانات، وتستند استراتيجية التشفير الجيدة إلى عمليات التشفير المطبقة بصورة جيدة وإدارة المفاتيح السليمة. وعلى مدى عقود من الزمن، قَدِّمت وحدات أمن الأجهزة (HSMs) من 'تاليس' قدرات موثوقة ومضمونة لإدارة المفاتيح، وتؤكد دراسة هذا العام على أهمية هذه الوحدات في إطار تأمين طيف واسع من التطبيقات الحساسة".

النتائج الرئيسية الأخرى:

يقوم 30% من المشاركين حالياً باستخدام أو التخطيط لاستخدام وحدات أمن الأجهزة مع نماذج تطبيق قائمة على مفهوم 'استخدام المفتاح الخاص بك في العمل' (BYOK)، مع إشارة 23% من المشاركين إلى قيامهم بذات الشيء مع نماذج التطبيق القائمة على 'بوابة وسيط أمن الوصول إلى السحابة' (CASB). ومن المتوقع أن تتضاعف نسبة استخدام وحدات أمن الأجهزة مع 'بوابات وسيط أمن الوصول إلى السحابة' خلال الأشهر الـ 21 المقبلة (من 21 إلى 23%) وتمثل أبرز دوافع استخدام التشفير بحماية بروتوكول الإنترنت وحماية معلومات العملاء. ويتناقض هذا الأمر مع البيانات العالمية حيث يعتبر الامتثال، ولطالما كان كذلك من الناحية التاريخية، أبرز دوافع استخدام التشفير. وفي منطقة الشرق الأوسط، يقبع الامتثال في المرتبة الخامسة على قائمة الدوافع بنسبة 28% (قياساً

كشفت مجموعة 'تاليس'، العاملة في مجال نظم المعلومات الحرجة والأمن الرقمي وأمن البيانات، عن نتائج النسخة الخاصة بمنطقة الشرق الأوسط من تقرير 'دراسة اتجاهات التشفير العالمية لعام 2017'. ويحقق التقرير، الذي تم إصداره بالتعاون مع 'معهد يونيمون'، في خطط نشر التشفير الخاصة بالشركات في منطقة الشرق الأوسط وصناع القرار المسؤولين عن وضع استراتيجية التشفير واستخدام التشفير لتأمين البيانات ضمن المؤسسات وتطبيقات السحابة.

وتبين أن 30% فقط من المشاركين بالدراسة في منطقة الشرق الأوسط يمتلكون استراتيجية تشفير متكاملة - وهو رقم يتناقض بشكل ملحوظ مع المعدل العالمي البالغ 41%. وأشار 33% من المشاركين إلى أن عمليات تكنولوجيا المعلومات توجه استراتيجيتهم في مجالات التشفير الرقمي. وتتناقض هذه النتائج أيضاً مع الرقم العالمي، حيث تبين للمرة الأولى في تاريخ الدراسة امتلاك رؤساء وحدات الأعمال للتأثير الأكبر. وتبين النتائج الهامة الأخرى للدراسة تفضيلات المؤسسات للتحكم بالتشفير في السحابة ونشر وحدات أمن الأجهزة (HSMs) لحماية بياناتها:

يسلك 60% من المشاركين في الدراسة أحد طريقتين: إما أن يقوموا بتطبيق التشفير داخل المؤسسة قبل إرسال البيانات إلى السحابة، أو تطبيق عملية التشفير ضمن السحابة باستخدام مفاتيح يقومون بتوليدها وإدارتها داخل المؤسسة

أبدت نسبة 37% فقط من المشاركين استعدادها لتسليم التحكم الكامل بالمفاتيح وعمليات التشفير إلى مزودي خدمات السحابة بلغ المعدل الإجمالي لاستخدام وحدات أمن الأجهزة نسبة 34%، وتمثلت النسبة

بالمعدل العالمي البالغ 55%) تعتبر اتصالات الإنترنت وقواعد البيانات والحواسيب المحمولة ومحركات الأقراص الصلبة المجالات التي تشهد أكبر نسبة لاستخدام التشفير في منطقة الشرق الأوسط. واستند تحليل اتجاهات التشفير إلى دراسة استقصائية شملت 316 فرداً في المملكة العربية السعودية والإمارات العربية المتحدة، بهدف دراسة استخدام التشفير وأثره على الوضع الأمني للمؤسسات. وكان حوالي نصف المشاركين في الدراسة من العاملين بمناصب من مستويات الإشراف أو أعلى، في حين يعمل 51% من المشاركين في مجال عمليات تكنولوجيا المعلومات. ويعكس هذا الأمر نطاق التغطية المتنوع للدراسة عبر قطاعات متعددة، حيث يعمل 21% من المشاركين في قطاع الطاقة والمرافق، و16% في قطاع الخدمات، و13% في قطاع الخدمات المالية.

حرية الصحافة هي معيار لديمقراطية النظام السياسي

الأيام – عبد معروف

قال مركز إعلام حقوق الإنسان والديمقراطية «شمس» أن حرية الصحافة هي تعبير عن معيار مدى ديمقراطية النظام السياسي، وقال المركز أنه ما زال هناك مأزق في التشريعات الصحفية في فلسطين، فبينما يحتفل العالم باليوم العالمي لحرية الصحافة، فما زال المشهد الصحفي الفلسطيني على حاله، فطبقاً لتقارير نقابة الصحفيين الفلسطينيين والمؤسسات الحقوقية فإن الاعتداءات على الصحفيين الفلسطينيين لم تتوقف فقد كان أبرزها الاعتداء على الصحفيين من خلال الاعتقالات والتوقيف، والتهديد والتخويف ومصادرة الأجهزة والضرب والتعنيف والإساءة وتكسير المعدات والكاميرات، مع تعسف واضح ضد كل محاولة لرصد الانتهاكات التي يتعرض لها المواطنون لا سيما أثناء المسيرات والتجمع السلمي. جاء ذلك عبر بيان صحفي صادر عن المركز بمناسبة اليوم العالمي لحرية الصحافة. الذي أعلنته الجمعية العامة للأمم المتحدة، في الثالث من أيار، بموجب قرارها 432/48 المؤرخ 20 كانون الأول/ديسمبر 1993.



من منظور اكتسابه المعرفة والقيم والمهارات التي تتعلق بتطبيق وتكريس قيم حقوق الإنسان. فالإعلام عموماً له دور كبير في تحسين وضع حقوق الإنسان. ورغم الفائدة الكبرى التي تتحقق من وراء مبادرة الإعلام إلى رصد انتهاكات حقوق الإنسان وتوثيقها وإعداد التقرير بصدها وبثها أو نشرها،

الاعتداءات والانتهاكات الإسرائيلية الممنهجة بحق الصحفيين، حيث واصلت قوات الاحتلال الإسرائيلي انتهاكاتها ضد الصحفيين وفي مقدمتها القتل والاعتداءات الجسدية والإصابات واعتقال عدد من الصحفيين في سجونها، ومنع آخرين من التنقل والسفر، ومصادرة أو إتلاف المعدات وقرصنة المواقع أو التشويش واستخدام صحفيين كدروع بشرية وإغلاق مؤسسات إعلامية. إن اعتداءات قوات الاحتلال على الصحفيين الفلسطينيين تعتبر الأكثر جسامة وخطورة وتأثيراً على وسائل الإعلام والصحافيين وعلى قدرتهم على الاستمرار في العمل والقيام بواجباتهم المهنية، ما يفصح المساعي الإسرائيلية غير معلنة رسمياً لإبعاد الصحفيين ووسائل الإعلام عن أماكن الحدث بغية التعتيم على جرائمها.

وقال المركز أن كل ذلك أتى في سياق الهجوم الذي يتعرض له الصحفيين في ظل غياب تشريعات لتنظيم العمل الصحفي وحماية الصحفيين، خصوصاً مع التغيرات الكبيرة التي تراكمت عبر السنوات الأخيرة، بسبب اتساع فضاء الإنترنت وشبكات التواصل الاجتماعي، والزيادة الكبيرة في عدد المواقع الصحفية الإلكترونية. وبالتالي لا بد من توفير مناخ أكبر من الشفافية وحرية تداول المعلومات للسماح للصحفيين بممارسة عملهم، فلا يمكن الاكتفاء بعضوية نقابة الصحفيين كمظلة للعمل الصحفي، بل لا بد من توفير الحماية القانونية للصحفيين. ومع مرور 26 عاماً على إعلان ويندهوك، والذي تم على أساسه اختيار يوم 3 أيار للاحتفال باليوم العالمي لحرية الصحافة، لا يزال أمام الصحافة الفلسطينية طريق طويل من أجل تحقيق مكتسبات هذا الإعلان وفي مقدمتها ضمان بيئة إعلامية حرة ومستقلة وتعددية كشرط لحرية الصحافة، وضمن أمن الصحفيين أثناء ممارستهم أعمالهم، وضمن التحقيق الشفاف في جرائم التعدي على حرية الصحافة. وطالب مركز «شمس» المؤسسات الدولية والحقوقية بضرورة التحرك الفوري لوقف

فإن دوره في حماية حقوق الإنسان، وخاصة في سياق شروط الانتقال نحو الديمقراطية في بلادنا حالياً، لا يتوقف عند هذا الحد، بل يجب أن يكون حرياً بالإعلام، كما هو الحال بالنسبة لباقي مؤسسات التنشئة الاجتماعية، أن يتجدد في إطار حملة وطنية مستدامة تراوح بين الفصح الفوري لانتهاكات حقوق الإنسان وبين التربية من أجل الوقاية من تكرار حدوث مثل تلك الانتهاكات أو غيرها. إن الأمر يتعلق هنا بالبعد الثاني لمساهمة الإعلام في تحسين وضع حقوق الإنسان في فلسطين. إن دور الإعلام في حماية حقوق الإنسان ليس وظيفة إضافية فلا حقوق للإنسان

بدون إعلام، لا إعلام بدون حقوق الإنسان. وفي نهاية بيانه الصحفي توجه مركز «شمس» بتحيةة إجلال لكل الصحفيين/ات والإعلاميين/ات والمدونين/ات الذين ينتصرون لمهنتهم، ويدافعون بأمانة وإخلاص عن هموم شعوبهم، كما يحيي الصحفيين والصحفيات الفلسطينيين والأجانب ومختلف وكالات الأنباء والفضائيات العربية والأجنبية، الصحفيين الفلسطينيين الناقلين للحقيقة الذين فضحوا الانتهاكات الإسرائيلية ضد الشعب الفلسطيني واستطاعوا إيصال الرسالة بمهنية واحترافية ونقلوا الصورة بقوة وبشكل مؤثر. فالיום إحدى أهم رهاناتنا هي تعاطف لرأي العام معنا ووقوفه إلى جانبنا.

اللبناني وليد موسى يتولى سنة 2020 رئاسة الإتحاد العقاري الدولي

والوساطة وإدارة الأملاك وسواها، ولديه صفة استشارية لدى الأمم المتحدة في ما يتعلق بالشؤون العقارية، وتم قبل أسابيع توقيع اتفاق تعاون بينه وبين برنامج الأمم للمستوطنات البشرية Hatibat UN لإنشاء برنامج لقياس تطور المدن في العالم وخصوصاً في ما يتعلق بالازدهار والاستدامة.

وكان موسى عُيِّن عضواً في مجلس إدارة الإتحاد خلال مؤتمره السنوي السادس والستين الذي أقيم بين 26 و31 أيار 2015 في العاصمة الماليزية كوالالمبور، ثم فاز بالعضوية العام للفئات بالانتخاب. وكُلِّف موسى من قبل الإتحاد إنشاء إتحاد العقاريين العرب الذي باتت عملية تأسيسه في مراحلها النهائية، وسيضم أهم الشركات العربية في مجال التطوير العقاري والوساطة.



وأكاديمية من 65 دولة، ويبلغ عدد أعضائه الفرديين المباشرين ثلاثة آلاف، لكنه يمثل فعلياً نحو مليون شخص يعتبرون أعضاء حكماً فيه بفعل انتسابهم إلى الجهات الأعضاء. ويشمل الإتحاد كل المهن العقارية، كالتطوير

فاز نقيب الوسطاء والاستشاريين العقاريين في لبنان (REAL) وليد موسى بمنصب نائب رئيس الإتحاد العقاري الدولي (FIABCI) الذي يمهّد لتوليّه رئاسة الإتحاد سنة 2020، فيكون بذلك أول رئيس عربي لهذا الإتحاد منذ تأسيسه قبل 69 عاماً، والأصغر بين الذين تبوأوا هذا المنصب.

وتم انتخاب موسى خلال المؤتمر الدولي الثامن والستين للإتحاد المنعقد في إمارة أندورا بعنوان «المدينة الذكية والبناء الذكي». وحصل توافق على اسم موسى بين الأعضاء مما أدى إلى عدم تقدّم أي مرشح لمنافسته، ففاز بالتركية. وبحسب أنظمة الإتحاد، يصبح نائب الرئيس حُكماً رئيساً منتخِباً لمدة سنة، قبل أن يتولى الرئاسة، مما يعني أن موسى سيصبح رئيساً منتخِباً سنة 2019 ثم

رئيساً سنة 2020.

ويشكل فوز موسى بالمنصب إنجازاً مهماً للبنان إذ يعتبر FIABCI الإتحاد العقاري الوحيد في العالم وله صفة تمثيلية واسعة. ويتخذ الإتحاد باريس مركزاً، ويضم 165 مؤسسة وهيئة مهنية



الاقتصاد العربي - ص.٧

الدكتورة عبير عبد الرحمن ثابت
صفقة القرن .. اقتصادية الهدف وسياسية الحديث



القضية المركزية - ص.٦

عبد معروف
الانتقام الإسرائيلي في مواجهة الأسرى
الفلسطينيين.. ماذا بعد؟

موسم السياحة انطلق في لبنان، فهل يُنعش الاقتصاد؟



يعود علينا شهر حزيران هذه السنة مفتتحاً موسم الصيف ومصادفاً مع شهر رمضان الكريم لتأتي معهم وعود بانتعاش الحركة الاقتصادية بفضل نتائج قطاع السياحة الذي يساهم في 20% من الناتج المحلي الإجمالي اللبناني بشكل غير مباشر. وتعود معه مثل كل عام التهديدات الاسرائيلية عبر تقارير مصادرها مشبوهة و أهدافها معروفة، ناقلة أخبار واهمة عن نية العدو بالإعداد لعملية عسكرية على الأراضي اللبنانية. لكن الخطر على القطاع لا يأتي من العدو الصهيوني فقط بل من الداخل أيضاً حيث إعتد البعض سياسة الاسعار المرتفعة مقابل تدني في نوعية الخدمات التي لطالما تميز بها لبنان و كانت ضمانته بقاءه في المراتب الاولى في التصنيفات العالمية للمنطقة.

و بات أيضاً من الطبيعي أن نشهد إرتفاع عشوائي لأسعار السلع الاساسية خلال شهر رمضان المبارك يثقل الحمل على المواطن الذي أضحي فريسة ينتظرها التجار للتعويض عن البطء في الحركة الاقتصادية خلال بقية السنة. فهل إعتد مبدىء الريح السريع في ظل غياب استراتيجية واضحة و متكاملة للقطاع سيكون خيار صائب لأصحاب المنتجعات و المطاعم هذه السنة؟ و ما هي تداعياته على المدى الطويل؟

إحتيال و سرقة في المنتجعات السياحية

على الشبان الذين يعملون لديه لفرض زجاجة على هذا وزجاجة على ذلك، وقنينة فودكا سعرها 20 دولارا في السوق بيعت بـ 535 ألف ليرة عن طريق فرضها على الطاولة لان هذا هو قانون المنتجع.

في مصر ثمن زجاجة النبيذ هو 10 دولارات في أفخم منتجع في شرم الشيخ، أما في لبنان فسعرها 50 دولارا، فكيف نريد ان يأتي السياح إلينا وأسعارنا تلهب الجيوب ويتعرض السائح للتشليح بطريقة غير مشروعة؟

موسم الصيف والبحر انطلق وعادت السرقة الى الشواطئ وسلب المواطنين بطريقة محترفة عبر القول «هذه سياسة المنتجع»، ونذكر بأن وزير

السياحة اصدر منذ يومين تعميماً في الفقرة الثالثة منه يقول «عدم الزام الزبائن بأي طلب او خدمة ما لم يتم طلبها من قبلهم». فمن يحترم هذا البند؟ للدخول الى اي منتجع اصبح على المواطن ان يدفع ما بين 40 و 60 ألف ليرة ويتم الزامه في الداخل بزجاجة كحول، كما ان اسعار الطعام فيها تفوق المعقول ويخرج الشخص من هناك بعد دفع 200 دولار عن

تتمة ص. ٨

سرقة في المنتجعات البحرية

في احد المنتجعات البحرية في منطقة الجية، دخلت مجموعة من الشبان والشابات الى المكان بعد حجزهم لـ «جاكوزي» بقيمة 400 ألف ليرة لبنانية تم تقاسمها بينهم، وبعد جلوسهم حضر مدير المشروع لإبلاغهم بأنهم مجبرون على شراء زجاجة مشروب كحولي premium سعرها 400 دولار أميركي، فحصل جدال بين الشبان ومدير المشروع لأنه لدى حجز الشبان في المكان لم يتم ابلاغهم بأن هناك زجاجة ثمنها 400 دولار هم مضطرون على دفع ثمنها.

الشبان اخذوا الزجاجة لأنهم دخلوا والجميع اصبح في المكان ولا يمكنهم المغادرة الى مكان آخر. ومن بعدها بدأ النادل بوضع زجاجات من العصير المخلوط بالكحول على الطاولة من دون طلبها من قبل الشبان، ووصل عدد تلك الزجاجات الى 4 تم تسعير كل واحدة منها بـ 90 ألف ليرة لبنانية.

مدير المنتجع البحري كان يدور مثل المجنون

إرتفاع جنوني للأسعار في رمضان



الأسعار، على الرغم من أنها تعمد إلى تكثيف دورياتها لأن «الأسعار مرتبطة بالعرض والطلب وهي ترتفع أو تنخفض تبعاً لحركة السوق الحرّة، وهذا هو سبب ارتفاع الاسعار في الفترة الأولى من شهر رمضان، إذ يرتفع الطلب على استهلاك المواد الغذائية من خُصَر وفاكهة ولحوم وحبوب وحلويات».

المدير العام لوزارة الزراعة سمير الشامي يؤكد أنّ «بعض أنواع السلع التي تستهلك في رمضان ترتفع أسعارها من دون أي مبررات واقعية، ويمكن تبرير ارتفاع أسعار بعضها الآخر، إلا أنه لا يمكن تبرير نسب الارتفاع الكبيرة، فأسعار الحشائش (فجل، نعناع، خس، بقونس، بصل أخضر...) يجب ألا

تتمة ص. ٨

مع قدوم شهر رمضان المبارك في لبنان بدأت ترتفع أسعار الخضار والمواد الغذائية والفاكهة من دون مبررات فعلية، باستثناء بعض السلع التي تخضع للحماية، وفي المقابل لا تقوم وزارة الاقتصاد بمراقبة الأسعار فعلياً، إذ مُنعت من الحصول على أسعار الاستيراد لمقارنتها بأسعار التجزئة.

ووصل الارتفاع مستويات قياسية ومن المتوقع أن تبلغ قمتها في الأيام الأولى لهذا الشهر لا سيما حين يزداد الطلب الاستهلاكي على هذه الأصناف التي تمثل أحد أبرز مكونات سفرة الإفطار، فكلفة صحن الفتوش ارتفعت بنسبة 24.8%، وهذا سببه أنّ وزارة الاقتصاد لم تعد تراقب الأسعار أو تتحقق من المبالغة في تحديدها لدرجة أنّ المكتب الفني لسياسة الأسعار مُنعت من الحصول على أسعار الاستيراد من الجمارك، ولم يعد بإمكانه مقارنة أسعار المبيع بأسعار الاستيراد إلا سراً، وكان وراء هذا القرار كبار المحتكرين.

وأمام هذا الواقع فإن مديرية حماية المستهلك في الوزارة لم تقوم بأي إجراء استثنائي لمراقبة